LE BRISE-GLACE

ÉTÉ 1990 NUMÉRO 4 PRIX : 25 F

Des événements immenses et confus en train de se dérouler à l'Est, une leçon au moins peut-être dégagée, et qui s'imposera même aux plus aveugles : pour fabriquer des marchandises, rien ne vaut le capitalisme de marché. La forme sociale la mieux adaptée à la production marchande sur la base du travail salarié est indubitablement celle qui triomphe aujourd'hui comme modèle universel de société moderne : libéralisme économique bien tempéré par les interventions étatiques, sur fond de démocratie politique. Pour ceux qui voient dans la réalisation planétaire de ce modèle le summum de ce qui est socialement désirable, il s'agit seulement de soutenir les forces qui paraissent le mieux à même de l'imposer, quitte à défendre des pouvoirs rien moins que démocratiques au motif qu'ils visent à créer les bases de la démocratie. Ainsi Gorbatchev, au nom de l'universalité du modèle démocratique-libéral, est-il le premier despote de l'histoire de la Russie à avoir pu réprimer dans le sang le soulèvement d'un peuple assujetti[1], avec l'assentiment général des grandes puissances. L'apparition de ce stalinisme inversé montre les limites du discours démocratique dominant et offrira un point d'attaque, une faille à élargir.

Quant à ceux qui poursuivent le vieux rêve d'émancipation de l'humanité formulé à travers les luttes prolétariennes, les écrits utopistes et les théories issues du mouvement ouvrier, ils se trouvent confrontés à la nécessité de repenser leur langage et d'approfondir leur critique.

Repenser notre langage : le seul emploi du mot *communisme* risque de nous couper de toute discussion avec des individus ou des groupes de l'Est qui pourraient pourtant avoir des affinités profondes avec nous. Le terme *autogestion* risque d'entraîner des méprises, les conseils ouvriers évoqueront des réalités aliénantes. C'est toute une terminologie, issue des luttes ouvrières et confisquée par le stalinisme, dont l'emploi devient toujours plus difficile. *(suite p.2)*

SOMMAIRE

Il va falloir deviner la suite 3

Une mafia ouvrière 5

Le sionisme, avorton du mouvement ouvrier (fin) 15

Correspondance 22

Traces 25

Approfondir notre critique : s'il y a un autre point que la crise de l'Est illustre de manière éclatante, c'est bien la justesse de la critique du démocratisme, telle qu'elle a été développée, entre autre dans cette revue. Dans les grèves de Pologne comme dans les soulèvements nationalistes de la Baltique à la Transcaucasie, le thème de l'auto-organisation trouve ses limites : s'il sont parfois manipulés, on peut parier que bien des pogroms ont été spontanés et auto-organisés par la partie prolétarienne de cette société. Lorsqu'une petite ville des environs de Leipzig, soumise depuis des dizaines d'années aux fumées empoisonnantes d'une usine vote son propre déménagement, nous regrettons qu'il ne se soit pas trouvé des extrémistes rebelles à la loi démocratique pour aller plutôt détruire la dite usine.

Plus que jamais, la critique de ce monde passe non pas tant par la critique des procédures de décision collective que par la critique des richesses qu'il produit et de la manière dont elles sont produites. A l'Est comme ailleurs, nous ne pouvons nous reconnaître que dans des activités qui posent indissociablement le refus de l'existant et la recherche, la production embryonnaire d'autres rapports sociaux, libérés des logiques salariales et marchandes. Pour comprendre comment de telles pratiques émancipatrices pourraient naître, il faut d'abord saisir la réalité, par delà les écrans médiatiques et idéologiques. En particulier deux vastes domaines demandent à être fouillés : celui de l'effondrement du capitalisme d'Etat et des conditions socio-économiques de l'instauration du modèle occidental, avec des chances de réussite variables suivant les pays d'une part, celui des nationalités d'autre part.

Ces questions ont commencé à être développées, sans qu'il y soit répondu, dans le texte ci-après, rédigé pour une première réunion, ayant rassemblé, outre nous-mêmes, divers individus dont les participants du comité "Pékins de tous les pays unissons-nous".

Les réponses éventuelles que nous y apporterons seront exprimées ailleurs, les rédacteurs du *Brise-glace* ayant décidé, d'un commun accord, de mettre fin à la parution de la revue au présent numéro et, ce, pour deux ordres de raisons.

En premier lieu, nous avons la conviction que l'effort d'approfondissement nécessaire ne se fera qu'à travers un maximum de rencontres, un élargissement des discussions qui ne s'arrêtera que là où commenceraient les affrontements inutiles entre partenaires trop différents.

Nos revues disparaissent en laissant quelques armes nouvelles dans l'arsenal commun de la critique sociale. Des articles comme "Pour un monde sans morale" (*La Banquise* n°1), "Pour un monde sans innocents" (*La Banquise* n° 4) ont opéré une percée sur un terrain — celui des mœurs et de la vie quotidienne — où l'on piétinait entre la néo-morale quotidienniste situ et l'agnosticisme de ceux qui prétendent que, sorti de la pure critique du salariat, on tombe dans l'ordure programmatiste. Notre critique de la démocratie réelle et du démocratisme, telle qu'exprimée tout au long des deux revues, et systématisée dans le n° 2-3 du *Brise-glace*, demeure essentielle, dépassant le dogmatisme des archéo-bordiguistes et l'angélisme des partisans de la "vraie" démocratie. C'est d'ailleurs un signe de la faiblesse de la réflexion révolutionnaire en France, que l'article "Le point d'implosion de l'idéologie démocratiste" ait suscité si peu de réactions.

Nos analyses de situations particulières, de la Pologne (*La Banquise*, n° 1) à la Palestine (*Le Brise-glace* n° 1), en rompant avec tout triomphalisme à terme démoralisateur, peuvent encore aider à parler de l'avenir. Cependant, le refus des déclarations creuses ("ce monde est gros d'une révolution"), la volonté de cerner les limites des mouvements sociaux, si sympathiques soient-ils, ne doivent pas nous faire verser dans un négativisme stérile : ne voyant plus nulle part aucun germe de révolution, ni dans l'histoire ni dans le présent, nous nous verrions condamnés au rôle dérisoire de ricaneurs. La Guerre d'Espagne n'a pas été *que* la lutte entre deux formes capitalistes ; Mai 68 n'a pas été *que* la mise en selle du néo-réformisme ; les récents mouvements sociaux ne relèvent pas uniquement du néo-corporatisme ; et il y a gros à parier qu'à l'Est, les rêves consommatoires et identitaires n'absorbent pas la *totalité* des aspirations qui s'expriment et des pratiques qui se balbutient. Pour rompre avec la tentation négativiste, il nous faut prendre le temps et le risque de nous ouvrir à d'autres réflexions, d'autres rencontres.

En second lieu, l'association d'individus qui a produit *Le Brise-glace*, elle-même dernier reste d'une association qui avait produit *La Banquise*, a fini d'épuiser ses capacités productives : les individus qui la composent auront plus de chances de mesurer et de développer leurs richesses critiques personnelles dans d'autres rencontres. Il n'y a plus de continuité organique *Le Brise-glace*. Il y aura certainement une continuité de réflexion et d'intervention sur les axes mis en avant par cette revue et celle qui l'avait précédée. L'aventure continue.

La débâcle ne fait que commencer...

IL VA FALLOIR DEVINER LA SUITE

Jamais dans l'histoire humaine tant de gens n'avaient confondu le goût de la liberté avec celui d'une boisson gazeuse. La frénésie consommatoire des Allemands de l'Est n'est pas un phénomène superficiel, mais l'expression d'une des composantes essentielle du vaste mouvement de démocratisation qui balaie l'empire soviétique et touche de nombreuses autres régions du monde, des Philippines à l'Algérie en passant par la Jordanie. Partout le rejet de la pénurie est associé à la revendication de la réforme politique : rejet du système de parti unique, élections, liberté de la presse...

Face au triomphe indissociable des valeurs du capitalisme de marché et de l'idéologie démocratique, ceux qui se revendiquent de la critique radicale de l'ordre existant doivent retrouver et renforcer les fondements de leurs positions s'ils ne veulent pas s'enfoncer dans le délire des sectes ou la neurasthénie du cimetière des idées mortes. Nous devons à la fois évaluer, autant que faire se peut, la situation et ses différents développements possibles, et porter la critique là où ce monde est fort : la démocratie, rapport social le mieux adapté à l'économie capitaliste.

Evaluation

Quelques pistes :

L'ordre social à l'Est, et singulièrement en URSS, n'a jamais reposé sur la terreur pure. Il y avait d'un côté, effectivement, l'oppression policière et de l'autre, une espèce d'accord tacite entre l'Etat et de larges couches de la population, en particulier, la classe ouvrière, au terme duquel le premier s'arrogeait tous les pouvoirs politiques et en échange d'une quantité très minimale de travail garantissait aux gens une prise en charge de leurs besoins : la pénurie endémique mais pas de chômage, des soins médicaux de très basse qualité mais gratuits, etc. C'est ce contrat social qui arrive à expiration.

En Chine, la stabilité du régime, et sa capacité à écraser le soulèvement démocratique du printemps a reposé sur la passivité des campagnes, et leur adhésion relative obtenue à la fois par un certain nombre de concessions à la propriété privée et par l'achat étatique des récoltes. Le mouvement démocratique était dans une large mesure un soulèvement d'apprentis mandarins, de futurs technocrates opposés pendant longtemps à la présence des ouvriers dans leurs manifestations. Il a fallu que ces derniers s'y introduisent de force quand le printemps des étudiants est devenu une crise générale de la société urbaine. Dans cette crise s'exprimaient des tendances contradictoires provisoirement unifiées, mais qui n'auraient pas manqué d'éclater en cas de victoire politique du mouvement : d'un côté, des étudiants, tournés vers la déesse yankee de la liberté, de l'autre, des ouvriers porteurs du vieux projet égalitariste, parfois marqué par une certaine mythification du maoïsme, et attaqué par la modernisation dont les étudiants sont les représentants (entre les deux, mille nuances).

L'introduction des critères de productivité occidentale à l'Est s'accompagne d'une attaque contre le mode de vie communautaire et contre la résistance au travail manifestée par l'ouvrier moyen. Des grèves de Vorkuta aux ouvriers turco-bulgares qui retournent en Bulgarie après avoir tâté de la liberté turque, en passant par les réticences des patrons français à investir chez ces feignants d'ouvriers polonais, la difficulté de l'entreprise consistant à mettre au travail la classe ouvrière de l'Est n'a pas fini de s'approfondir. C'est l'une des données décisives du gouffre devant lequel se trouvent aujourd'hui les maîtres de l'Ouest.

Le fantasme de l'aventure d'un énorme marché, avec une classe ouvrière travaillant pour des salaires sud-coréens, sera-t-il autre chose qu'un fantasme? L'effondrement du mur signifie-t-il un second souffle, une ère de dynamisme, à la conquête du Far East pour l'Occident? Ou au contraire, après avoir fait la preuve de ses limites dans l'intégration des populations moyen-orien-

tales (résistance islamique) et africaines (clochardisation d'un continent), le Capital va-t-il devoir affronter la démultiplication des difficultés d'intégration de populations aux bouillonnements ingérables? Le mouvement à l'Est est-il irréversible? Une autre des difficultés essentielles auxquelles il s'affronte est la question des nationalités. Jusqu'où la classe dirigeante de l'Est peut-elle flirter avec son suicide? Jusqu'où l'impérialisme russe peut-il accepter d'être remis en cause? Ce qui frappe, pour l'heure, c'est l'assez extraordinaire absence de violence (à l'exception notable de la Chine) de ce processus, qui semble s'inscrire dans un mouvement général de pacification du monde.

Cette paix est-elle la tendance du siècle à venir — utopie d'un supermarché planétaire où la seule violence consiste à passer à la caisse — ou y a-t-il encore place pour un retournement brutal (par exemple : emballement de la machine, explosion des nationalités, retour en force des conservateurs en URSS, énorme répression qui mènerait au seuil d'une guerre mondiale)?

Apparemment, nul, chez les maîtres ou ailleurs, n'est capable de répondre à ces questions de manière convaincante. En ce qui nous concerne, ce n'est pas une raison pour ne pas essayer de les éclaircir.

Critique

Qu'avons-nous à dire aux prolétaires, à la jeunesse critique et à tous ceux qui sont prêts à mourir pour la démocratie? Que la démocratie, ici, n'est pas assez démocratique? Ou bien que c'est cette idée même d'une forme de prise de décisions comme suprême aboutissement du désir de liberté qui est à remettre en cause? En fait, qu'avons-nous à reprocher à ce monde, vers lequel, à en croire les médias, des millions de personnes se jettent aujourd'hui avec avidité? Existe-t-il dans la lutte de ces millions de gens de l'Est quelque chose qui nous est commun, le rejet, même confus, des deux modes de vie?

L'extraordinaire capacité dissolvante des rapports sociaux capitalistes modernes (par la télé, le rêve consommatoire) aux dépens des autres formes de vie s'est affirmée une fois de plus. Elle n'a pu le faire que parce que les valeurs fondatrices du capitalisme (apologie de la concurrence, de l'individu, de l'entreprise) ont pu s'imposer à travers la restructuration en Occident même.

Plus que jamais, c'est de notre capacité à critiquer ces valeurs, et les pratiques qu'elles recouvrent, que dépend la possibilité de saisir ce qui se passe, et de donner un contenu au mot révolution pour le siècle qui vient.

Serge Q.

UNE MAFIA OUVRIERE

Discussion entre le Brise-glace *et Alberto Franceschini, auteur de* Mara, Renato e io, storia dei fondatori delle BR *("Mara, Renato et moi, histoire des fondateurs des Brigades rouges", ouvrage à ce jour non traduit en français).*

LBG : Pourquoi avoir écrit une histoire personnelle et factuelle plutôt qu'une histoire plus générale des Brigades Rouges?

Alberto Franceschini : De toute façon, cela aurait été mon histoire, une reconstitution extrêmement subjective. Et puis, je ne me sentais pas le droit, d'écrire sur un phénomène aussi complexe. Vouloir, moi, écrire l'histoire des BR, cela aurait été arrogant.

LBG : Tu l'aurais fait avec d'autres?

AF : C'est une question dont avons discuté dès 80-81 à Palmi : nous avions envisagé d'écrire une histoire collective de notre organisation. Nous étions encore tous ensemble, ceux des BR : Renato, etc... Nous avons tenté de tracer différents cannevas mais cela a aussitôt déclenché de grandes controverses entre nous. Nous nous sommes rendu compte que, suivant les générations, il y avait eu différentes Brigades Rouges. Pour le même épisode, l'enlèvement de Sossi par exemple, il y avait des interprétations fort divergentes. Nous qui l'avions réalisé, nous le concevions d'une façon ; ceux qui étaient venus après, l'avaient vécu d'une manière différente... Nous n'aurions jamais pu écrire l'histoire des BR. Il aurait fallu en écrire trois ou quatre. L'histoire des BR ne pourra être écrite que par quelqu'un qui n'en aura pas fait partie, quelqu'un qui aura vécu le phénomène de près mais qui n'y aura pas été impliqué directement et qui aura ainsi un minimum d'objectivité.

Deuxièmement, ça ne m'intéressait pas, personnellement, d'écrire une histoire des Brigades Rouges. Je sortais de toutes ces années de politique et je manifestais une sorte de rejet de la politique. Par ailleurs, je n'avais pas envie de donner une image politique des Brigades Rouges. Tout le monde avait déjà donné cette image : je ne sais combien de journalistes et d'historiens avaient déjà écrit leur histoire des BR. Moi, je voulais avant tout éviter de me placer sur le même plan qu'eux. Je voulais replonger dans mes souvenirs, retrouver les rapports entre certains individus qui ont été à l'origine de notre histoire. Le titre que j'avais d'abord prévu était : "Mes Brigades Rouges". C'est l'éditeur qui a exigé le titre actuel, basé sur une expression qui apparaît de façon récurrente dans le bouquin. Ce livre m'a servi à régler mes comptes avec le passé : avec moi-même et avec quelques personnes qui ont joué un rôle important dans ma vie.

Le choix que nous avons fait était un choix très radical, qui mettait notre vie en jeu. Nous n'aurions pas pu le faire avec des gens qui nous auraient été antipathiques. Il y avait des questions d'affectivité. Tu ne risques pas ta vie avec des gens qui ne te plaisent pas. Il y avait des rapports d'amour et d'amitié très profonds avec lesquels je devais régler des comptes, parce que cette amitié était morte. D'ailleurs le livre s'achève sur une amitié qui prend fin en même temps qu'une hitoire politique. Renato, je l'ai rencontré à la Pirelli dans des conditions particulières... Si je l'avais connu dans un bal, nous n'aurions pas été amis.

Pour écrire une histoire politique d'une organisation, il faut recueillir des documents, comme l'ont fait Bellestri et d'autres. Moi, je ne cite pas de documents des BR mais je crois qu'il y a quand même beaucoup de leçons à tirer de mon récit — sur la politique, la société, les rapports entre personnes, avec les ouvriers — qui brosse un tableau plus véridique de la réalité. J'ai cherché à décrire le parcours qui m'a conduit à envisager la lutte armée, à la pratiquer et à montrer comment je m'en suis sorti.

J'ai écrit ce livre d'un trait, en deux mois. Je me suis arrêté à l'année 83 parce qu'après c'était trop actuel, cela m'appartenait encore. Avant 83, par contre, bien que cela soit relativement récent, c'était déjà à un siècle. Ecrire ce livre a été comme conduire mes propres funérailles, ensevelir mon cadavre, cette partie de moi qui est morte en 1983. La période suivante, celle de la dissociation, m'appartient encore beaucoup, je continue à la vivre de manière complexe...

LBG : Si l'on s'en tient textuellement à ton livre, on a l'impression que tu ne t'es mis à réfléchir qu'au moment de la dissociation. Or j'imagine que tu avais aussi réfléchi avant...

AF : Bien sûr. J'ai connu une grande période de réflexion personnelle à la fin des années soixante — cela apparaît un peu dans le livre — parce que j'ai dû décider de changer de vie.

LBG : Ces réflexions n'apparaissent pas beaucoup dans ton livre. Pourquoi ?

AF : Parce que c'est trop éloigné dans le temps et

cela aurait été trop long à écrire. Quand tu te lances dans la lutte armée, c'est comme quand tu tires un écheveau de laine : c'est une vie que tu choisis. A la fin, quand je me suis dissocié, j'ai à nouveau changé de vie. Cela a donc été un moment de crise : de mort et de renaissance.

LBG : Quand tu es passé à la lutte armée, tu pensais que la révolution était possible en Italie ?

AF : J'en étais persuadé. Je pensais que notre action allait vraiment déclencher un processus de révolution sociale. C'était une idée à la Che Guevarra, la théorie des *focos*. Milan était notre sierra, notre jungle. C'est d'ailleurs ce que nous disions. A ce point de vue, nous étions très religieux. Nous croyions à la vertu l'exemple... "En Italie, il existe depuis longtemps des conditions révolutionnaires ainsi qu'une classe révolutionnaire. Mais les dirigeants sont des traîtres. Le parti communiste est un parti traître, un parti de pompiers",voilà le schéma qui était répandu alors.

LBG : Les bons dirigeants, c'étaient vous ?

AF : Oui. Mais il fallait le démontrer aux masses, par nos sacrifices personnels. Nous étions les bons dirigeants parce que nous étions prêts à sacrifier nos vies, à la différence des dirigeants du PC qui, en allant au parlement, se construisaient une vie bourgeoise. Nous avions repris la théorie du "maillon le plus faible". De par la position de l'Italie, une révolution dans ce pays devait déclencher la révolution dans toute l'Europe. Nous étions d'ailleurs en contact avec des camarades français et allemands : en France avec la Gauche prolétarienne, la Nouvelle résistance populaire et Vive la révolution. Nous avons eu des rapports étroits avec eux jusqu'en 1972, jusqu'à l'enlèvement de Nogrette. Cet enlèvement avait été coordonné avec celui de Macchiari, dirigeant d'une entreprise d'Etat italienne. C'étaient deux projets dont nous nous étions tenu informés mutuellement. Nous en avons discuté sans qu'ils nous donnent le nom de leur cible. Il y avait donc des rapports avec des Français et des Allemands sur les possibilités d'intervention liées aux usines. Nous avons ensuite fait le bilan de l'opération Nogrette et nous avons accusé les camarades français de populisme. Si je me rappelle bien, ils avaient en effet réuni une assemblée populaire qui devait décider s'il fallait le libérer. Et, évidemment, l'assemblée a décidé la libération. Nous avons pensé que c'était une erreur "populiste". Nous estimions, nous, que le processus révolutionnaire serait beaucoup plus long [avant que les assemblées de masse aient voix au chapitre (LBG)]. Nous étions beaucoup plus léninistes : nous misions d'abord sur la fonction de l'avant-garde. Ces camarades avaient eu l'illusion qu'avec une seule action on devenait un mouvement de masse. Nous, nous pensions qu'il faudrait trois cents ans pour parvenir à la conclusion d'un processus révolutionnaire en Italie et en Europe... ce qui est peut-être encore vrai !

LBG : Ce qui frappe, dans ton livre, c'est qu'il n'y a pas de séparation très nette entre la société italienne et les BR, en particulier entre le parti et les BR, entre le mouvement et les BR. De l'extérieur, on voyait les BR comme une organisation très secrète, très coupée du reste de la société. Toi, ce que tu décris, ce n'est pas cela.

AF : J'ai écrit ce livre pour détruire, pour remettre en question, du moins, cette image des BR bâtie par les journaux. Je te parle de la première époque, jusqu'en 74-75, jusqu'en 78 même. Les gens de l'Autonomie, Negri, Scalzone et les autres, nous connaissaient tous. Ils nous rencontraient dans la rue, nous fréquentions les mêmes endroits. Nous étions des clandestins, mais des clandestins qui vivaient au milieu des gens, comme je le raconte dans mon livre. Il aurait été très facile de nous arrêter, si le pouvoir l'avait voulu.

Dans le livre, je raconte la scission qui s'est opérée entre nous et ceux qui concevaient la révolution, la lutte armée comme une activité ultra-clandestine, au point qu'ils ont disparu du mouvement. Notre naissance date de la rupture avec eux. Pour nous, la question fondamentale était que la lutte armée ait lieu à l'intérieur du mouvement. Pour nous elle était "le point le plus haut" du mouvement, mais elle restait en son sein. Même si nous prenions des risques personnels et savions très bien que nous pouvions nous retrouver en taule d'un moment à l'autre, nous disions : "Si je fais un travail politique de masse à l'intérieur du mouvement, il y aura cent personnes pour prendre ma place ; si je m'enferme dans un appartement à faire le terroriste, je reste à l'abri." L'autre jour, un journaliste grec m'a interviewé au sujet d'un mouvement qui existe en Grèce depuis quinze ans sans que personne ne se fasse arrêter. C'est un groupe très fermé, formé de très peu de membres, qui continue à lancer des actions armées. On n'arrive pas à les capturer parce qu'ils ne s'ouvrent pas. Eux, ce sont de véritables terroristes. Nous, nous avons toujours fait un choix qui n'était pas celui du terrorisme. Pour nous, le travail de masse était fondamental, il fallait vivre au milieu des gens.

LBG : Scalzone et Negri, par exemple, ne savaient donc pas forcément que vous étiez des brigadistes, mais ils connaissaient vos positions ?

AF : Exactement. Ce sont des choses qui sont apparues au cours du procès. Fioroni était un grand ami de Negri. Repenti, c'est lui qui l'a fait inculper. Eh bien, pendant le procès, Fioroni a raconté la dernière ren-

contre que nous avons eue avec Negri et lui en juillet 1974. Renato et moi, nous étions déjà recherchés depuis des années et c'est deux mois après que nous avons été arrêtés. Nous avions des rapports permanents avec Negri, Oreste [Scalzone] et tous les camarades du mouvement. Il y avait un débat politique continuel entre nous sur ce que nous décidions de faire.(...)

Mon livre est l'histoire des BR jusqu'en 74. Ensuite, c'est l'histoire de quelques individus emprisonnés qui essayent d'imaginer ce que sont les BR dehors. Au début, nous étions vraiment très peu — dix, quinze personnes — et nous faisions à peu près tout. De mon temps, il y avait seulement deux colonnes, à Milan et à Turin. A cela s'ajoutaient, en Vénétie — à Padoue et à Mestre — quelques camarades avec qui nous étions en rapport. A Gènes, nous connaissions très peu de monde. A Rome, l'organisation n'a commencé à exister qu'en 1977. Ainsi, jusqu'en 74, nous n'étions que dix-huit à vingt militants clandestins. Et nous estimions que pour un clandestin il y avait dix non-clandestins. Pour vingt clandestins, il y avait donc deux cents membres d'organisations légales mais qui étaient très liés à l'organisation clandestine. Il y avait enfin les sympathisants sur qui nous pouvions compter qui étaient environ un millier.

La grande expansion de l'organisation date de l'enlèvement de Moro. A partir de cette date, les clandestins sont passés à une cinquantaine, les camarades légaux à mille et les sympathisants à dix mille probablement. L'affaire Moro a été le déclic d'un grand bond en avant. Elle a mis en crise tous les groupes comme Potere Operaio, du fait, entre autre, de la brutalité de la répression. Toute une série de camarades qui gravitaient autour de ces groupes se sont alors ralliés à nous. Entre 1978 et 80, on peut estimer qu'il existait dix mille sympathisants des Brigades Rouges, avec qui les clandestins étaient en rapport et qui les aidaient. A partir de 1980, il y a eu une nouvelle crise et tout s'est effondré. Les raisons en sont multiples. Ce qu'il y a eu de plus spectaculaire a été le phénomène des repentis : les "infâmes", comme nous disions.

LBG : Il y a un mystère dans ce phénomène... Comment l'expliques-tu?

AF : Jusqu'en 1980, il y a eu trois cents camarades emprisonnés. Sur ce nombre, il n'y en a pas eu un seul qui ait collaboré avec la justice. Tous ceux qui étaient arrêtés déclaraient : "Je suis un prisonnier de guerre", donnaient leur nom, leur prénom, et leur rapport avec la justice s'arrêtait là. A partir de 1980 a commencé un phénomène exactement opposé, qui, pour nous, a été terrible. Des centaines et des centaines de camarades ont été arrêtés... en un an il y en a eu 1 500. Or, sur ces 1 500, il y en a eu 1 200 à 1300 qui ont trahi, qui ont collaboré avec la justice, avec les carabiniers, et qui en ont fait arrêter d'autres. Ça a été le phénomène le plus évident. Nous nous sommes alors posé la question du pourquoi de cette crise.

Au début, nous l'avons interprétée comme un fait purement physiologique : tout corps qui prend de l'expansion intègre des corps étrangers... Et nous nous sommes tenu le discours marxiste-léniniste classique sur la petite bourgeoisie infiltrée, parce que la plupart des repentis, qui étaient jeunes, étaient des étudiants. A vrai dire, dans la génération qui a eu vingt ans dans les années 80, tout le monde était étudiant parce que le taux de scolarisation avait augmenté.

Puis nous avons compris que notre raisonnement était faux et qu'il y avait eu une crise de fond. C'était la crise de notre projet. Et les divisions ont commencé entre nous. Moi, j'ai commencé à me dire que c'était fini, que nous avions tout raté et qu'il fallait trouver un moyen de rentrer dans la légalité. J'ai tenu le discours de la "solution politique" : « Déposons les armes et essayons de sauver ce qui peut l'être.» Les autres camarades ont nié la crise, disant qu'il s'agissait d'un phénomène passager. Et comme nous théorisions qu'il faudrait au moins trois siècles pour que la révolution aboutisse, ils ont dit que la crise pourrait durer dix ou vingt ans mais que même si nous n'étions plus que cinq, nous serions cinq camarades à "brandir bien haut le drapeau de la lutte armée".

Il y en a d'ailleurs encore certains, une trentaine, qui pensent ça, qui tiennent le discours du témoignage. Peut-être ont-ils raison, d'ailleurs. Qui sait ? Ils disent :« Notre problème, c'est de ne pas désarmer, de ne pas changer. » C'est l'irréductibilisme à outrance. Ma thèse c'était : si nous avons été battus ce n'est pas tant à cause des arrestations, de l'efficacité accrue de la police, des repentis... C'est parce qu'il y avait une crise de fond chez nous, qui était le reflet de la crise de fond de la société italienne. Il y avait changement d'époque : on passait de la société agro-industrielle des années 60-70 à la société qu'on a appelée post-moderne, la société du tertiaire, à l'américaine, à la new-yorkaise, presque. Cela a complètement transformé le sujet social et les comportements ; cela a aussi transformé les catégories mentales avec lesquelles les gens ont pensé le changement. La culture révolutionnaire que nous avions utilisée jusque là, le marxisme, etc., n'étaient plus valables, plus utilisables.

Nous avons traversé une crise profonde qui était celle de toute la gauche. Le PC a vécu la sienne, à son échelle, mais n'étant pas extrémiste... Les extrémistes vivent les choses beaucoup plus vite. Mais au fond, nous avons vécu la même crise que le PC italien ou que le PCF. Jusqu'au bout, nous sommes restés les fils du parti. Quand je parle de "partisans" dans mon livre, je veux faire comprendre combien nous étions liés à l'histoire du mouvement ouvrier italien.

Selon mon analyse, la société italienne était en train de changer radicalement. Et nous qui étions les enfants d'un type de société en train de disparaître, nous étions aussi destinés à disparaître. Cela ne voulait pas dire qu'on en avait fini avec la volonté de changement, que nous étions désormais dans le meilleur des mondes possibles. Cela voulait dire que nous n'étions plus les acteurs du changement, que d'autres devaient probablement prendre notre place. Quoi qu'il en soit, nous aussi devions changer de mentalité, et il nous fallait du temps. C'est ce que je pense encore et, de ce point de vue, je crois avoir eu raison.

Le changement je l'ai ressenti dès ma sortie de prison(*). La société nouvelle est très malheureuse. Elle est polarisée entre une grande richesse d'un côté et une grande pauvreté de l'autre. Surtout elle est polarisée du point de vue du pouvoir ; il y a très peu de gens qui comptent vraiment, la plupart comptent pour du beurre. Ceux qu'on appelait "la classe moyenne" n'ont plus aucun pouvoir. Le secteur tertiaire n'a aucun accès au pouvoir. Il y a à mon avis une question qu'il faut aborder ici c'est celle du droit du citoyen. La citoyenneté est une question de pouvoir. Il faut défendre l'idée d'une redistribution du pouvoir dans la société italienne. Mais d'une façon différente et avec un discours différent du nôtre.

LBL : Le phénomène des repentis a été très impressionnant de deux façons. Cela a été un mouvement de masse et il a donné lieu à un déferlement de parole : quand un repenti commence à parler, il ne s'arrête plus...

AF : Oui, oui. C'est comme s'ils libéraient leur conscience. Ça ressemble à une psychanalyse ! J'en ai connu des repentis, et j'ai cherché à communiquer avec eux pour comprendre. Je n'ai pas réussi à leur parler mais j'ai eu un échange de lettres avec certains d'entre eux qui avaient été de grands amis à moi. L'un d'eux c'était Fenci. Professeur à l'université de Gènes, il a écrit une histoire du terrorisme. Je le connaissais depuis toujours. J'ai donc voulu comprendre ce qui s'était passé à un certain moment, comment ce type qui avait été mon ami avait pu me faire prendre des années de taule. Il a menti pour sauver des gens qui lui étaient chers. Pour sauver des gens de sa famille, il a mis en danger des gens de la mienne, en sachant que ce qu'il disait était faux. D'autres anciens amis, repentis, m'ont fait inculper plusieurs fois. Ma première réaction a été : "Si je les retrouve, je les tue." Puis je me suis dit que je devais essayer de comprendre.

J'ai d'abord compris qu'à un certain moment, après 78 — l'enlèvement de Moro — le terrorisme des Brigades Rouges est devenu une mode dans la jeunesse. Negri soutient à leur sujet la théorie des besoins : les gens s'engagent en vertu du principe de plaisir et dès qu'il n'y a plus de plaisir, il n'ont plus de principes et ils virent de bord.

Nous, la première génération, nous avions une théorie exactement opposée à celle des besoins ; c'était la théorie du sacrifice. Pour moi, me lancer dans la lutte armée, c'était la dernière chose au monde que j'avais envie de faire. Exercer la violence, c'est un sacrifice. Dans le livre, je raconte mon premier braquage, le drame psychologique que j'ai vécu à ce moment-là. J'étais très légaliste, prisonnier de certains schémas. En parlant avec des jeunes, je me suis rendu compte que, pour eux, pratiquer la lutte armée était un besoin, comme d'aller au cinéma. Ils avaient besoin d'exercer la violence. C'était une approche complètement différente. C'est tragique mais, pour eux, tuer quelqu'un c'était faire comme au cinéma. Beaucoup me parlaient du film de Sam Peckinpah « La Horde sauvage». Ce film les a beaucoup influencés. Entrer dans les BR, c'était pouvoir faire comme dans le film. C'était donc vraiment le besoin d'exercer la violence, de tuer.

J'ai connu des gens qui tuaient sans bien se rendre compte de ce qu'ils faisaient. Et une fois en prison, ils se dissociaient, ils se repentaient, le plus tranquillement du monde. C'était presque naturel pour eux. Comme si tout leur était dû, avec un certain cynisme, avec arrogance même. Ce qu'ils aimaient c'était faire étalage de leur force. A partir du moment où l'Etat leur montrait, en les arrêtant, qu'il était le plus fort, ils passaient du côté de l'Etat. Ils n'avaient souvent aucun mal à s'identifier aux carabiniers.

Je ne voudrais pas jouer au vieux réactionnaire reaganien mais seulement comparer mon attitude avec la leur. Par exemple, je me souviens d'une de mes lectures de l'époque de la dissociation. Je m'étais mis à lire des livres sur les Indiens et ce qui m'avait frappé c'est qu'ils soumettaient les adolescents à des épreuves très dures comme de les abandonner trois jours dans la prairie. J'ai lu d'autres livres d'anthropologie comme ceux de Lévi-Strauss ; dans toutes les tribus primitives, il y avait cet usage de l'initiation : on ne devenait homme qu'à travers une épreuve rigoureuse. Or, à mon avis, la génération de ceux qui pouvaient être nos enfants n'a pas subi d'épreuve rigoureuse.

Je me suis rendu compte en écrivant que je tirais sur le fil qui nous liait, nous les gens de ma génération, qui était celui du défi : nous soumettre continuellement à une épreuve, nous dépasser nous-mêmes... Pour les jeunes des années 70, l'école n'existait plus, détruite par le mouvement de 68. Il y avait la théorie du "6 politique" (la moyenne automatique

(*) Franceschini est en semi-liberté : il couche en prison et ne peut s'éloiugner de son lieu de travail.

assurant le succès à l'examen). Tu n'avais plus à te confronter à un maître, à quelqu'un qui te cassait les couilles. Les parents laissaient faire ce qu'ils voulaient à leurs enfants. C'est donc une génération qui n'a pas trouvé quelqu'un à qui s'opposer durement.

J'ai repensé à ça en lisant Mauro Rostagno, un camarade de 68, sociologue à Trente, qui a été assassiné il y a peu de temps par la mafia parce qu'il s'occupait des drogués et l'avait dénoncée. Je le connaissais bien. Au début des années 70, il est entré dans une secte mystique indienne. Ce qui m'a frappé c'est la phrase de son maître qu'il m'a citée : "L'important n'est pas d'avoir un maître pour apprendre de lui mais pour s'opposer à lui. Le maître doit être l'ennemi, celui que l'on doit défier." La génération qui a suivi la nôtre n'a pas eu de maître, elle n'a eu que de mauvais maîtres, tout a été très facile. Même sur le plan pénal. Ils ont fait trois ou quatre ans de prison et tous, même ceux qui ne s'étaient pas repentis, ils sont sortis. En 1982, de nouvelles règles de la détention préventive sont entrées en vigueur, et ils ont été relâchés parce qu'ils avaient atteint la durée maximale de la détention préventive. Beaucoup de ces jeunes qui ont été condamnés à trente ans ou à perpétuité sont dehors. Non pas parce qu'ils se sont repentis — c'est certes le cas pour beaucoup — mais parce que les règles juridiques ont changé. En réalité, donc, ils n'ont pas souffert. J'en ai revu pas mal, par la suite. Ce sont des abouliques, des types qui ne savent pas quoi faire de leur peau. Ils ne trouvent pas de métier...

LBG : Ce qui est assez fascinant, dans cette histoire, c'est que dans une large mesure, la lutte armée, et les Brigades Rouges en particulier, ont été battues par les repentis, et le phénomène des repentis est dû en grande partie au rôle des médias. En effet, à un moment, s'est formée une image du brigadiste, des jeunes se sont identifiés à cette image, et c'est ça qui a tué les BR.

AF : Oui, c'est ça. Il y a quatre ans, nous avons organisé un séminaire à Rebibbia [la prison moderne de Rome] avec des journalistes, sur ce rapport entre mass-media et terrorisme. L'idée que nous avons discutée avec eux, c'est celle des deux phases de notre histoire. Il y eu une première phase qui va jusqu'à la séquestration de Moro, dans laquelle, pour les médias, nous n'étions jamais des communistes révolutionnaires mais des bandits, des fascistes. Nous étions présentés exactement comme le contraire de ce que nous étions. Par contre, après 78, les médias nous ont présentés comme des communistes, nous ont reconnu une identité politique, mais désormais c'est eux qui l'ont construite.

Avant 78, quand ils disaient que nous étions des fascistes, les gens n'y croyaient pas parce que ce que nous faisions était trop différent de ce que faisaient les fascistes. Ils donnaient donc de nous une image qui était inefficace. En 78, il y a eu un grand débat au sujet d'une interview donnée par Mac Luhan au *Corriere della Sera*, je crois, qui avait déclaré, pendant la séquestration de Moro, que pour combattre les BR il fallait "débrancher le micro", c'est-à-dire ne plus en parler dans les journaux, faire le silence total : puisque les terroristes ne vivaient que par la propagande, il fallait que télés et journaux n'en parlent plus, alors les terroristes disparaîtraient. Cette thèse avait été baptisée "noyer le bébé dans le lait de sa mère".

Mac Luhan, qui n'était pas stupide, avait sans doute dit cela par provocation, pour lancer le débat. Or le choix qui a été fait, très intelligemment, a été d'en parler, mais d'une certaine façon. On a choisi d'utiliser l'image du terroriste, d'en construire une image particulière. En n'en parlant pas, on aurait laissé libre un espace que nous aurions pu occuper. Par contre, en en parlant, les médias ont occupé tout l'espace. Cela a été un choix d'impérialisme culturel dans le vrai sens du terme. Les journalistes ont alors rivalisé pour dire : "non, ce sont des communistes." Alors qu'avant ils disaient que nous étions des fascistes. Bientôt il n'y a plus eu que l'*Unità*, l'organe du PC, pour continuer à dire que nous étions des fascistes. Et tous les autres de s'écrier : "Non, non, ce sont des communistes, ce sont vos enfants."

Il y avait bien sûr des spéculations politiques derrière tout cela mais c'est vrai que nous étions les enfants du PC. Ils ont donc commencé à nous reconnaître une identité politique mais ils ont construit dessus l'image qui les arrangeait. Alors, que s'est-il passé? Le chapitre sur Moro, qu'ils ont intitulé "Désarçonner l'empereur", je l'avais appelé : "Les chefs historiques", parce que selon moi, à partir de l'enlèvement de Moro, nous avons accepté de devenir des personnages médiatiques, nous avons accepté de jouer un rôle, celui des "chefs historiques".

C'était un rôle facile à jouer parce qu'il était assez proche de la réalité. Quand ils nous disaient : "Vous êtes des communistes, vous êtes des révolutionnaires", nous pouvions jouer le rôle du communiste révolutionnaire. Ils fournissaient le scénario. Et nous nous sommes mis à jouer ce rôle dans les médias, dans les tribunaux, à devenir des espèces de symboles, des drapeaux qu'on brandissait. C'est tragique mais c'était dans la logique même du système, c'était ce que le système attendait de nous et c'est exactement ce que nous avons fait. Aussi bien nous qui étions en taule que ceux qui étaient dehors. Tout le monde est entré dans le rôle. Les actions nous les faisions en pensant à ce que diraient les journaux. Notre vrai interlocuteur, c'était le journal. Nous faisions vraiment du terrorisme médiatisé.

LBG : C'était vrai dès le début. Vous avez dit, après l'enlèvement de Sossi : "nous avons réussi à percer le mur de la presse".

AF : Nous avons toujours eu ce problème : "abattre le mur de l'information". Et quand on y parvient, on est capturé par l'information. On devient des personnages qui récitent leur rôle. Et les jeunes, qui voient cette image, ont envie d'y ressembler. C'est le même phénomène qu'avec un groupe de rock, sauf que là, c'est tragique, car il s'agit de vie et de mort.

Nous avons terminé le séminaire en disant : "le pire terrorisme, c'est celui qui a surgi après Moro, celui des assassinats, celui des repentis". Et nous avons dit aux journalistes, scandalisés : "Tous ceux-là, ce sont les terroristes que vous avez voulus. Ce ne sont pas nos enfants, ce sont les vôtres. Débrouillez-vous avec eux !"

LBG : Avec ces actions d'avant-garde, vous pouviez prévoir que vous deviendriez des symboles, non ?

AF : Je connaissais des situationnistes, qui avaient participé au mouvement de 68, dont Cesarano, qui s'est suicidé par la suite. Nous avons parlé longuement avec lui quand nous avons lancé nos premières actions. Nous avions avec lui des relations de discussion. Après son suicide, on a trouvé chez lui nos premiers documents. Il a écrit un livre, *Apocalypse ou révolution*, que j'ai lu plus tard en prison, en 74, dans lequel il nous critiquait déjà en disant que nous étions le spectacle ultime des médias. Il avait parfaitement raison, si l'on en juge par la façon dont ça s'est terminé. Je me suis toujours rappelé ses réflexions...

Nous sommes donc devenus, jusqu'au fond de nous-mêmes, des personnages médiatiques. Nous avons été utilisés jusqu'au bout. Je ne sais pas si parmi nous il y a eu des infiltrés, des gens de la police qui nous ont utilisés mais une chose est certaine, nous avons été utilisés à travers les journaux. A partir de 78, nous sommes devenus une des variables du système, du système d'information, et donc du système politique.

LBG : D'un côté vous étiez des symboles, de l'autre des monstres.

AF : Oui, jamais des êtres humains. Des idoles, des diables, des saints... C'est pour cela que, dans le livre, j'ai cherché à faire ressortir notre dimension humaine, celle de jeunes gens normaux, parce que pour les gens nous n'étions plus que des diables ou des saints.

Ce que nous n'avons pas compris, ce que nous n'avons pas prévu c'est que dans la société de consommation, la marchandise fondamentale c'est l'information. Et, le terrorisme, de ce point de vue-là, est un des plus grands producteurs d'information, de marchandise. Nous étions donc des facteurs de marchandisation. Si nous n'avions pas été là, le système aurait dû nous inventer. Au point que maintenant que nous n'y sommes plus, il faut qu'il nous invente encore... Tu connais cette histoire du directeur de Rebibbia qui a demandé à un ami de la police de faire semblant de le flinguer, pour dissimuler un trafic aux Affaires étrangères dans lequel il était mouillé. Il a fait signer l'attentat "BR"...

Pendant des années, quand nous étions actifs, les journaux italiens paraissaient avec de gros titres. Il serait intéressant de faire une étude de la vie politique italienne à partir de la moitié des années 70 jusqu'à la fin des années 80 et de montrer que tout tournait autour du terrorisme : tous les grands choix politiques... Les gouvernements tombaient, les alliances étaient passées en fonction du terrorisme. Depuis deux ou trois ans, on assiste à une crise de l'information, les journalistes ne savent plus de quoi parler. Mais jusque là, les journalistes qui voulaient réussir, qui avaient accès au pouvoir, qui étaient informés c'étaient ceux qui tenaient la chronique judiciaire, qui parlaient du terrorisme. Le gratin du journalisme c'était eux. Maintenant, ils s'occupent tous de la chronique politique. Pendant quinze ans nous avons ainsi été le centre autour duquel tournait la politique. Mais pas dans le sens où c'était nous qui déterminions la politique car c'étaient eux qui nous déterminaient.

LBG : Il semble que vous ayez contribué à la transformation de la société italienne. Le plus curieux dans cette histoire de la nouvelle génération c'est que vous avez fonctionné comme un leurre. Vous avez attiré vers vous tout ce qui pouvait faire grincer la machine au moment du changement de société. Et vous avez aussi servi d'exemple...

AF : Nous avons été une sorte de catalyseur, un enzyme, l'accélérateur de processus sociaux profonds. En dix ans, grâce à nous, cinquante années de société italienne se sont consumées. La société est désormais complètement différente, dans les mentalités, dans les comportements ainsi que dans la production.

LBG : Finalement, on peut imaginer que dans cinq ans tous les partisans de la lutte armée seront dehors. Si l'on compare avec ce qu'ont subi les communistes massacrés par Staline, les communards ou les révolutionnaires de la Guerre d'Espagne, on peut dire que vous vous en êtes bien sortis.

AF : Oui. Il y a un autre aspect intéressant, cela a peut-être été une espèce de révolution, "à l'italienne". Cela paraît cynique mais, au fond, il n'y a pas eu beaucoup de morts. Les attentats-massacres, les bombes dans les trains, c'était autre chose, cela n'avait rien à voir avec la lutte armée. Mais le nombre des personnes tuées dans le cadre de la lutte armée proprement dite, en comptant nos victimes et les leurs, s'élève peut-être à une centaine.

LBG : Le terrorisme a fait beaucoup moins de morts que les accidents de la route.

AF : Assurément. Nous, c'était une lutte très symbolique, une espèce de rite, une corrida, avec des mouvements, comme aux échecs. Ce n'était pas tant une guerre civile réelle qu'une guerre pensée, parlée, dite, présentée par les journaux, parlant à l'imaginaire...

LBG : Autolimitée?

AF : Oui. D'un côté comme de l'autre. A partir de 1920, année de la création du parti communiste italien, nous avons eu une culture prolétarienne qui était celle de la guerre civile, avec l'idée que, tôt ou tard, il faudrait tirer sur le patron. Et c'est ce qui s'est passé pendant la lutte antifasciste, pendant la résistance puis dans toutes les luttes des années 50. La culture populaire italienne était imprégnée de cette idée de guerre civile. Et nous, en pratique, nous avons récité, joué ce rôle pour le peuple. Comme si nous en donnions la représentation sur une scène de théâtre, sur la grande scène de la société. Non pas un spectacle pour initiés mais un spectacle pour tous... Chacun a pu s'identifier...

Je crois que sur le plan psychologique il y a eu des millions de prolétaires qui se sont identifiés à nos actes. Ils les ont vécus en spectateurs, comme une espèce de défoulement, une catharsis... Cela a été une tragédie grecque dans laquelle nous avons accepté d'être les acteurs. Nous, les acteurs de la révolution et, de l'autre côté, les acteurs de la contre-révolution. Et en face, il y avait la grande masse des spectateurs, comme pour un match de foutebol... Nous avons ainsi joué cette tragédie jusqu'à la scène finale. Et maintenant que tout est terminé, personne ne parle plus de guerre civile. On a brûlé cinquante années de notre culture sur une période de dix ans. Nous, nous avons doncrécité notre rôle, et de manière très autocontrôlée, comme tu dis, puisque la guerre civile était *représentée* et non livrée.

LBG : Il semble que les sociétés démocratiques modernes imposent toutes une pacification des rapports sociaux ; les affrontements sont plus symbolisés que vécus directement...

AF : Oui. Nous allons vers un grand jeu dans lequel chacun devra jouer son rôle, selon les règles...

LBG : Tout à l'heure, tu parlais de ce que nous, nous appelons la fin du vieux mouvement ouvrier. C'est sans doute la mutation essentielle que vous avez vécue. En France, quand on critique les BR, on a tendance à dire : "les BR ont détruit le mouvement révolutionnaire par leurs pratiques staliniennes". Nous — et quelques autres — nous répondons que si les BR ont existé c'est parce que le mouvement social les a laissé exister, parce qu'il n'a pas été capable d'imposer sa propre violence. J'aimerais avoir ton point de vue sur vos rapports avec la classe ouvrière... Dans ton livre, par exemple, tu parles de ce cortège qui défilait dans une usine et qui s'est immobilisé alors qu'il était parti pour s'en prendre à un des dirigeants... et tu racontes qu'ensuite vous avez brièvement enlevé ce type. Est-ce que tu sais comment les ouvriers ont réagi à votre action?

AF : En effet, ce ne sont pas les Brigades Rouges qui ont provoqué la fin du mouvement ouvrier, c'est plutôt la fin du mouvement ouvrier qui a coïncidé avec la fin des BR. Nous n'avons jamais été un mouvement de masse, mais nous avons été quelque chose, même si c'était petit, de très profond dans la conscience ouvrière. En Italie, on peut dater l'expérience historique de la fin du mouvement ouvrier : les années 80. Dans le livre, je la fais remonter au moment où Agnelli a commencé la grande restructuration de Fiat et licencié 20 000 ouvriers. Il n'y a eu aucune réaction significative de la part des ouvriers. Le patron a gagné sur toute la ligne. C'est cela qui a signifié que pour nous aussi tout était fini. Je me souviens des interviews faites par le journaliste Giorgio Bocca devant les grilles de Fiat. Les ouvriers lui disaient : "Ah, s'il y avait encore les BR, ça ne finirait pas comme ça..." Alors qu'il venait d'y avoir le fameux défilé de 40 000 cadres pour soutenir Agnelli!

Le grand malheur c'est que les ouvriers ont eu vis-à-vis de nous un rapport de délégation. A l'intérieur de Fiat, beaucoup d'ouvriers savaient très bien qui étaient les camarades de l'usine qui appartenaient aux Brigades Rouges. Et ils se gardaient bien de les dénoncer. C'est un fait qui a été confirmé par Juliano Ferrara, qui était alors responsable du PC pour les usines de Milan. Au lieu de dénoncer les camarades, ils leur disaient : "Tu sais que tel chef a fait telle saloperie." Et ils savaient très bien que, de fil en aiguille, le renseignement parviendrait à qui de droit et que le chef serait flingué. L'attitude des ouvriers a toujours été de nous déléguer la violence. Ils nous avaient comme saints protecteurs. C'étaient, si tu veux, des

opportunistes. Ils ne faisaient rien, ils ne risquaient rien, ils se contentaient de lancer des accusations et, pour eux, ça suffisait.

C'est vrai que pendant dix ans les usines ont été ingouvernables. Agnelli dit vrai sur ce chapitre. Chez Fiat, les chefs étaient terrorisés. Les ouvriers faisaient ce qu'ils voulaient, ils travaillaient très peu... Les camarades m'ont raconté que de 72 à 79 on faisait tout sauf travailler. Et cela, entre autres, parce que nous tirions sur les chefs. Nous étions une espèce de mafia ouvrière.

Mais je ne crois pas que nous ayons entraîné la fin du mouvement ouvrier ; c'est le contraire. Nous avons été, à notre petite échelle, un élément qui a servi le mouvement ouvrier. Pas le parti et les syndicats mais les luttes. Nous avons beaucoup aidé les luttes. Mais nous avons fait aussi une série d'erreurs terribles...

Comme on le lit dans les articles de Bocca dont j'ai parlé plus haut, quand les Brigades Rouges eurent disparues, les ouvriers n'ont pas dit : "C'est à nous de tirer sur les chefs", mais "Ah, si les Brigades Rouges étaient là..."Ils ont prolongé ce rapport de délégation vis-à-vis d'un groupe fantomatique, d'une institution qui aurait dû les défendre.

Puis il y a eu la grave erreur politique qu'a été la gestion de l'enlèvement de Moro. S'il avait été géré autrement, nous aurions sans doute évité le pourrissement. Je connais des camarades qui étaient parmi les principaux responsables de la séquestration et, sous certains aspects, je connais aussi leurs limites politiques. Les erreurs sont venues de là. La séquestration de Moro a eu cette ambivalence terrible : d'un côté, elle a été gérée de façon stupide et obtuse et, de l'autre, par ses conséquences, elle semble avoir été gérée en coulisses par une intelligence monstrueuse. Ce qui apparaît c'est beaucoup de stupidité manipulée en sous-main par une énorme intelligence. Si la contre-révolution avait voulu détruire le mouvement, elle aurait inventé quelque chose de ce genre. Mais les camarades qui étaient impliqués dans l'affaire, je ne crois pas que c'étaient des contre-révolutionnaires. Il y a eu un jeu très complexe dans lequel des camarades ont cru agir pour leur compte. Mais à cause d'une série d'événements étranges, l'affaire a, en réalité, été gérée par d'autres, qui n'étaient pas des camarades...

La chose la plus incroyable a été que des camarades séquestrent Moro pour faire le procès de la démocratie-chrétienne, ce qui est une interprétation très élémentaire, alors qu'en réalité, le vrai sens de l'enlèvement a été de porter un coup au *compromis historique*. Ça été cela le vrai sens politique. Si tu relis les tracts des camarades de l'extérieur, tu vois qu'ils ne se sont rendu compte de rien. On pouvait être d'accord ou non, mais c'était cela le résultat de l'opération. Nous, en prison, à un moment, nous l'avons bien compris. Si tu relis les communiqués que nous avons lus devant les tribunaux, tu verras que nous disions ceci : "Camarades, il ne s'agit pas de faire le procès de la démocratie chrétienne. Cette action est objectivement dirigée contre le *compromis historique*. Il faut donc bien comprendre comment utiliser cette carte." Mais il semble qu'ils n'ont rien compris. Or comme, en tuant Moro, il s'agissait bel et bien de mettre fin au *compromis historique*, si c'était réellement cela qu'ils cherchaient, il fallait gérer cette séquestration pour obtenir certaines choses. Au lieu de cela, on a détruit un projet sans rien obtenir en échange.

LBG : On a dit que les BR avaient été manipulées par les ennemis du compromis historique au sein de la bourgeoisie...

AF : En y réfléchissant, c'est objectivement ce qui s'est passé. Le choix de tuer Moro était le pire possible. Mais à un certain moment, il a été impossible de ne pas le faire. Nous nous sommes retrouvés dans une voie sans issue. Comme si l'on avait agi sur nous, directement ou par l'intermédiaire des médias. Ça pourrait être une manipulation purement extérieure... Pas le fait d'espions...

LBG : On peut penser, par exemple, que la police avait repéré l'endroit où était séquestré Moro et qu'elle a laissé faire...

AF : Cela semble certain. S'ils l'avaient voulu, ils auraient pu arrêter l'opération. Mais ils ont préféré laisser aller et agir sur la suite des événements. C'est ce qui s'est produit à chaque fois mais on ne peut jamais le démontrer... Nous avons toujours eu la sensation qu'ils nous arrêtaient quand ça les arrangeait, qu'ils auraient toujours pu nous arrêter plus tôt. Pourquoi ne nous arrêtaient-ils pas, là ? Nous n'arrivions jamais à comprendre. Cette question est revenue à plusieurs reprises sur le tapis au procès de l'affaire Moro... Les carabiniers qui étaient interrogés se justifiaient en disant : "Nous laissions se dérouler le fil pour pouvoir attraper d'autres gens." C'est très difficile de démontrer le contraire sur le plan judiciaire.

LBG : Au procès Moro, beaucoup de gens ont dit qu'il y avait des choses bizarres dans cette affaire.

AF : Il y a eu beaucoup de choses ambiguës. Un sénateur du PC, Flamini, a écrit un livre qui a fait beaucoup de bruit, parce qu'il reconstruit tout un tas de choses... D'une manière générale, les représentants de l'Etat se justifient principalement en invoquant son inefficacité. Ils disent : "A l'époque de la séquestration de Moro, nous avons commis beaucoup d'erreurs." Et ils culpabilisent le PC et la gauche en s'appuyant sur l'idée que le développement de la démocratie avait abouti au démantèle-

ment des services secrets. Ça, c'est la thèse officielle. Mais je soupçonne leur inefficacité d'avoir été délibérée. C'était en fait une grande efficacité. Il y avait beaucoup d'intelligence derrière cette pseudo-inefficacité. Les policiers et les carabiniers ont fait des erreurs incroyables... On n'arrive pas à croire que des gens soient aussi stupides...

LBG : Il arrive que les gens soient très stupides...

AF : Mais le soupçon naît du fait qu'à d'autres moments, les mêmes se sont montrés très intelligents. L'affaire Moro est très compliquée... On ne réussira jamais à en démêler l'écheveau, à retrouver le fil conducteur. Selon moi — il s'agit là d'une hypothèse que je formule à partir de mon analyse politique — il s'est agi d'une grosse affaire à laquelle ont été mêlés l'Est et l'Ouest, les services secrets occidentaux et orientaux. Au moment de l'enlèvement, le *compromis historique* ne plaisait ni à Kissinger, ni à Brejnev. Il y a donc eu un jeu dans lequel les uns ont laissé faire, les autres fait semblant de ne pas voir, d'autres encore ont favorisé l'exécution. (...)

LBG : Pourquoi le *compromis historique* n'aurait-il pas plu à Brejnev ?

AF : Parce que c'était du Gorbatchev avant l'heure ! C'était une troisième voie qui, du point de vue de l'Union soviétique, menaçait l'équilibre de Yalta, mettait en cause la fonction de l'Europe. Tout le discours du PCI avait été de faire de l'Europe une troisième force, un contre-poids face aux deux blocs de l'Est et de l'Ouest. Et surtout, le discours du PCI entrant dans les instances dirigeantes de la démocratie, c'était extrêmement déstabilisant pour les pays de l'Est, c'était inacceptable par le système soviétique du temps de Brejnev. Regarde la crise que provoque Gorbatchev...

Je suis convaincu qu'une séquestration comme celle de Moro était impossible à réaliser et à mener à son terme sans l'accord des Russes. Ils auraient certainement pu arrêter l'opération. Je ne crois pas qu'une affaire aussi complexe puisse aboutir sans au moins le laisser-faire des services secrets. C'est mon opinion. C'est aussi la thèse de Galli, un politologue italien, que j'ai lue avec beaucoup d'attention...

LBG : Tu as connu ceux qui ont participé directement à l'enlèvement de Moro?

AF : Certains sont des amis d'enfance.

LBG : Qu'est-ce qu'ils disent?

AF : Il y a encore un mystère. Je les connais très bien, ce sont des amis à moi... Nous sommes nés dans la même ville, dans le même quartier. A mon avis, ils ne disent pas tout. Je n'ai pas compris pourquoi ils ne veulent pas parler. Ils sont en prison mais ils sortent travailler comme moi. Flamini raconte qu'il a su de quelqu'un qui est en prison que le geôlier de Moro, le fameux geôlier, n'a jamais été arrêté. Il y a des choses qui ne sont pas dites et l'on pourrait penser que c'est pour éviter de faire arrêter quelqu'un... Il y a des points non résolus. Et moi, évidemment, je ne peux pas demander à un camarade de me donner le nom du geôlier.

LBG : Mais les gens qui ont participé à l'enlèvement de Moro savent comment ça s'est passé pratiquement. Ils doivent pouvoir dire s'il y avait une possibilité de manipulation de la part des services secrets.

AF : A mon avis, il y a eu deux personnes décisives : Mario Moretti et Valerio Morucci. Ce sont les personnages clés. Or ils parlent, ils ne parlent pas, on ne comprend pas très bien. Ce sont les deux personnes qui pourraient vraiment élucider la question. Morucci s'est dissocié et il a fait une reconstruction de la séquestration, alors qu'il y a participé directement, qu'il a tiré sur l'escorte.(...) Morucci fait une reconstruction peu crédible, d'après mon expérience personnelle des séquestrations. On ne comprend pas trop. Peut-être ne dit-il pas tout pour couvrir des camarades... Toujours est-il qu'il y a des choses vraiment étranges, il donne des versions différentes...

En faisant de la politique fiction, on pourrait échafauder l'hypothèse suivante : nous sommes en Italie avec les BR, l'autonomie, les groupes de Negri, de Scalzone, des collectifs et des groupes légaux. Qu'est-ce que nous faisons là-dedans? Des camarades de notre organisation font aussi partie de collectifs. Mais les membres de tel collectif ignorent que l'un d'entre eux appartient aux BR. Ce camarade informe les BR de tout ce qui s'y passe dans le collectif et, pratiquement, nous cherchons à infléchir la politique du collectif. Ainsi, beaucoup de collectifs sont en fait dirigés de l'extérieur par les BR sans le savoir. La personne qui fait ce travail dans le collectif est un camarade, un communiste, et il est convaincu qu'il fait cela pour la révolution. Si les BR ont des dirigeants en accord avec les services secrets, lui, le pauvre, n'est pas concerné.

Imagine maintenant qu'il y ait eu quelqu'un au-dessus de nous, comme les BR au-dessus de ces collectifs autonomes, quelqu'un qui est convaincu de faire partie d'un groupe plus révolutionnaire que les BR. Et, si c'est le cas, imagine que c'est un camarade qui est en train de payer, qui commence à avoir des doutes... Il est convaincu d'avoir un rôle révolu-

tionnaire mais il se dit que quelque chose n'a pas bien marché... C'est comme un jeu de poupées russes.

Ainsi, selon moi, il peut y avoir eu quelqu'un parmi nous, un camarade, un révolutionnaire de bonne foi qui en fait était un infiltré. Non pas un membre des services secrets mais un sous-marin d'une autre organisation qui elle-même était liée directement aux services secrets — une organisation qui prétendait être révolutionnaire mais qui, en réalité, était une organisation des services secrets. Ça c'est le cadre abstrait.

Or, pour moi, c'est la seule possibilité. Ou alors, nous avons été stupides, nous nous sommes fait avoir, et c'est tout. Le jeu peut s'être joué sur deux tables : la première, que je viens de décrire, et la seconde que j'illustre souvent par une image. Les paysans de ma région, des rives du Pô, ont un système de digues et d'écluses qui commande des dizaines de petits canaux. En ouvrant et fermant des écluses, tu peux conduire l'eau où tu veux. Ainsi, il se peut très bien que sous l'effet de toutes sortes de pressions extérieures, des journaux, des milieux politiques, nous ayons été comme cette rivière dont on conduit l'eau là où on veut. Cette méthode a sûrement été utilisée.

LE SIONISME, AVORTON DU MOUVEMENT OUVRIER (FIN)

LES bases d'une économie nationale juive en Palestine ont été créées sous la direction des partis sionistes socialistes, sur les principes de l'idéologie capitaliste d'Etat. L'édification ne procéda pas en effet d'investissements privés obéissant aux lois du marché mais fut l'œuvre de la *histadrout*, le syndicat ouvrier juif fondé en 1920, qui reste aujourd'hui le principal employeur d'Israël.

La histadrout créa et organisa une industrie juive, fondée sur le monopole du "travail juif", où elle imposa les niveaux de salaire des ouvriers qualifiés européens auxquels les prolétaires juifs d'Europe orientale, artisans eux-mêmes qualifiés, pouvaient prétendre. Cette industrie juive, qui refusait d'employer la force de travail non qualifiée et bon marché des ouvriers palestiniens, se développa donc dans des conditions de non-rentabilité totalement contraires aux lois du marché, impensables si le sionisme avait été un simple colonialisme bourgeois.

Ayant imposé le monopole du "travail juif", la histadrout imposa également le monopole du "commerce juif", organisant ainsi la population juive en une coopérative de consommation. L'hégémonie de l'idéologie socialiste et ouvrière au sein du sionisme permit par conséquent de créer les bases agricole et industrielle d'une nation, en faisant fi des lois de la concurrence capitaliste.

Cela ne signifie pas, bien sûr, que le sionisme socialiste ait été d'aucune façon anticapitaliste. Produit de la défaite de la révolution prolétarienne en Europe, le sionisme socialiste a été dans l'histoire *la première formulation doctrinale de la théorie du socialisme dans un seul pays.* Stalinisme avant la lettre, il fournit l'exemple d'un mouvement socialiste prolétarien qui, s'étant figé, s'intégra à sa manière (antibourgeoise, anticoncurrentielle) dans la logique mondiale du capital.

Contrairement au stalinisme, le sionisme socialiste ne pouvait imposer un "pur" capitalisme d'Etat à la société de Palestine. Il devait en effet quasiment "acheter" sa base nationale avant de la transformer et, pour ce faire, avait besoin des capitaux de la bourgeoisie juive occidentale (laquelle avait intérêt à ce que l'opération réussisse afin de désamorcer la question, explosive, des juifs d'Europe orientale). Pour y parvenir, le sionisme socialiste devait éviter à tout prix de les effaroucher, de la même manière que l'Etat d'Israël ne peut se permettre aujourd'hui d'effaroucher les Etats-Unis, ayant besoin de dollars pour maintenir son économie à flot. Il devait donc laisser une place à la bourgeoisie concurrentielle au sein de la société qu'il était en train de construire. La base sociale de cette bourgeoisie fut fournie par les bourgeois et petits bourgeois qui se réfugièrent en Palestine dans les années trente pour échapper aux persécutions antisémites en Europe. On assista ainsi à la formation d'un secteur privé parallèle au secteur d'"économie ouvrière" géré par la histadrout.

La direction politique du sionisme resta toutefois principalement entre les mains des socialistes jusqu'à l'indépendance, le socialisme étant seul capable de donner force au projet de création d'un Etat par la classe ouvrière juive.

La racine historique du sionisme socialiste réside, en fin de compte, dans ce mouvement social aliéné qui permit — par la création d'une nation — d'offrir à des prolétaires exclus une intégration *en tant qu'ouvriers* dans la société capitaliste.

En ce sens, et contrairement à ce que les naïfs continuent de penser, le sionisme n'avait nullement pour but de sauvegarder la communauté juive telle qu'elle avait survécu en Europe orientale et dans le monde musulman jusqu'au début de ce siècle, en tant que véritable communauté d'êtres humains — limitée, aliénée certes, mais fondée sur des relations authentiquement communautaires entre les individus qui la composaient. Le sionisme ne fut en somme que le prolongement nationaliste de l'émancipation civique obtenue au XIXe siècle.

La civilisation du capital destructure inéluctablement les communautés humaines pré-capitalistes en imposant partout le modèle de l'individu atomisé — *fondement de la démocratie* — qui n'a d'existence sociale que par la médiation abstraite, unifiante de l'argent, du travail et de l'Etat.

L'émancipation civique des juifs octroyée par la Révolution française, l'extermination des juifs au moyen du travail forcé organisée par le nazisme ou l'intégration des juifs au travail réalisée par le sionisme se présentent, de par leur objectif avoué, comme des politiques radicalement opposées. Au fond, toutes les trois visaient à réaliser, chacune à leur manière, le *même* programme capitaliste : détruire en l'éradiquant la dernière communauté humaine précapitaliste d'Europe.

La nation, au sens moderne, n'est pas une communauté mais se fonde au contraire sur la mort de toute communauté. Fondée sur des considérations ethniques, géographiques ou historiques, la nation est essentiellement un Etat-nation qui attribue de l'extérieur à des individus atomisés une "identitié nationale" abstraite qui les sépare du reste de l'humanité et les oppose aux autres nations dans la concurrence du marché mondial. L'identité nationale qui réunit en apparence les individus passe en réalité largement au-dessus de leur tête et de leur vie immédiate puisqu'elle repose en fait sur leur atomisation et la concurrence qu'elle leur impose. Elle ne constitue donc qu'un lien formel, abstrait qui doit être imposé par un pouvoir extérieur — l'Etat.

L'identité vécue au sein d'une communauté humaine pré-capitaliste est au contraire immédiate et concrète. Les individus qui la composent s'affirment d'emblée par cette identité qui jaillit spontanément de rapports d'entraide et de solidarité immédiats et spontanés qui, eux-mêmes font la vie de ces individus. Cette identité sépare certes, par elle-même, les membres de la communauté des autres humains, mais cette séparation est, pourrait-on dire, naturelle ; les autres sont seulement ceux avec qui on ne met pas sa vie en commun depuis toujours, et contre qui il faut, le cas échéant, défendre la communauté s'ils en deviennent les adversaires. Mais dans la vie immédiate de la communauté, ils sont tout simplement *ignorés* ; la séparation d'avec eux ne repose pas sur un lien d'hostilité — la concurrence — comme dans le cas de l'identité nationale.

Dans la civilisation du capital, l'identité est avant tout négative : elle se définit par l'exclusion de ce qui n'est pas

elle. Dans les faits, cette exclusion vise ceux à qui l'Etat-nation ne reconnaît pas le *droit* de posséder ou seulement de revendiquer *légitimement* la garantie d'une intégration au processus de reproduction nationale. Les nationaux disposent toujours de plus de droits formels et de moyens concrets que les étrangers pour défendre leur place dans ce processus de reproduction. Ils sont certes eux-mêmes des individus atomisés se livrant entre eux une concurrence impitoyable sur le marché national mais, en tant que nationaux, ils sont mieux armés pour le faire.

C'est pourquoi, généralement, lors de la naissance historique d'une nation, toutes les classes sociales qui vont la constituer (y compris la classe ouvrière "nationale") exaltent avec chaleur leur identité nationale car ils espèrent y trouver la garantie formelle de leur reproduction sociale. Le prolétariat est la classe qui porte en elle la potentialité d'un mouvement social révolutionnaire international parce que durant les crises mondiales il peut être frappé d'exclusion dans *toutes* les nations. Son identité nationale ne lui offre donc aucune véritable garantie de reproduction. Cependant, tant que le travail reste le moment essentiel du processus de reproduction — situation qui a été à ce jour le substitut de toutes les révolutions — il existe toujours la possibilité pour les prolétaires de conquérir la garantie de leur intégration en recomposant leur nation autour du travail, de leur travail.

C'est ainsi que l'enfermement des prolétaires dans leurs nations respectives s'est maintenu avec tant de force dans les mouvements prolétariens du passé malgré la tendance à la formation d'un prolétariat international lors des crises du capital. C'est pourquoi aussi lors de ces crises des mouvements nationalistes actifs ont tendance à renaître pour refouler le spectre d'un prolétariat international et pour reporter le risque d'exclusion causé par la crise sur les prolétaires étrangers et les nations étrangères.

Le sionisme, a donc surgi lui-même, on l'a vu, comme un mouvement de prolétaires visant à garantir leur reproduction sociale par la constitution d'une nation juive fondée sur le travail. Ce faisant, et dans la plus pure logique nationaliste, ces prolétaires ne pouvaient que reporter sur d'autres — en l'espèce, le peuple palestinien — l'exclusion sociale dont ils avaient été victimes en Europe orientale. L'identité nationale qu'instaurait le sionisme ne pouvait fonctionner que comme machine d'exclusion.

Dans leur communauté traditionnelle, les juifs étaient juifs par eux-mêmes, spontanément, naturellement. Dans l'univers du sionisme c'est au contraire l'*Etat juif* qui, par dessus la tête des individus atomisés, définit "qui est juif", c'est-à-dire surtout "qui n'est pas juif", qui est exclu du privilège juif, de la garantie nationale juive d'être intégré au processus de production.

Rien à voir toutefois avec la garantie communautaire d'entraide qui unissait les juifs au sein de la communauté traditionnelle. Le sionisme n'est pas en effet la continuation de la communauté mais sa liquidation historique.

Autrefois, la communauté traditionnelle, communauté dé-territorialisée, vivait son unité par delà les frontières géographiques. Les communautés juives d'Europe restaient en liaison permanente, avec un sentiment d'appartenance fraternelle. Lorsque, par exemple, un juif du Maroc rendait visite à ses frères de Pologne, il était assuré d'une hospitalité entière, gratuite.

Contrairement aux apparences idéologiques, le sionisme n'est pas fondé sur un tel principe communautaire. La finalité historique du sionisme socialiste a été l'intégration d'une fraction du prolétariat mondial à la civilisation du capital, laquelle est l'opposé de toute communauté humaine. Historiquement, il n'a offert cette garantie d'intégration qu'à une catégorie de prolétaires — les juifs d'Europe orientale. Il a visé à lui garantir, par l'édification d'une nation en Palestine, un niveau de salaire européen. Grâce au bouclier protecteur de la nation, il a offert à ceux qui avaient immigré en Palestine, une position fortifiée au sein de la concurrence mondiale.

Telle a été, nous l'avons vu, la finalité de la politique du "travail juif" mise en oeuvre par le sionisme socialiste. Cette politique a entraîné le renversement du sionisme colonial et l'exclusion des Palestiniens hors de l'économie (pré-) nationale juive, prélude à l'expulsion de leur terre.

Les prolétaires juifs ont ainsi été placés à l'abri de la concurrence de cette force de travail non qualifiée et à bas prix (à prix "colonial"). Ce à quoi on ne se serait toutefois pas attendu, à priori, est que cette politique du "travail juif", antipalestinienne devint aussi antisépharade, frappant d'une manière, en apparence paradoxale, les juifs orientaux et montrant bien ainsi, comme nous allons le voir, que l'édification de la nation juive était la négation de toute communauté juive réelle.

*

Très tôt, l'entreprise sioniste avait suscité un large écho dans les communautés juives sépharades, très traditionnelles, du Yémen et, dans une moindre mesure, d'Afrique du Nord. Dans ces communautés encore très vivaces au début du siècle (parce que le capital colonial n'avait pas encore eu le temps de substituer sa "civilisation" à la société pré-capitaliste), le gros de la population vivait très pauvrement du petit colportage, du petit artisanat ou d'une agriculture traditionnelle. La pénétration du capital et la généralisation de l'économie monétaire avaient toutefois commencé à mettre ces activités en crise, menaçant les fondements de la reproduction des communautés. Les juifs, comme les populations arabes qui les environnaient, allaient être contraints par le système d'exploitation colonial de vendre leur force de travail, de se prolétariser. La communauté, forme de vie communautaire précapitaliste, était historiquement menacée de déstructuration.

En 1880, la menace se fit plus précise pour les juifs yéménites quand l'empire Ottoman décida d'occuper militairement le Yémen. Ecrasé par la dette financière qui l'assujettissait aux puissances coloniales européennes, l'empire en faisait en effet supporter tout le poids par les populations qu'il dominait, notamment par les moins protégés comme les communautés juives. Il ouvrait par ailleurs tout grand ses territoires aux investissements destructurants du capital européen. Ce fut donc à un tournant inquiétant de leur histoire que les juifs du Yémen reçurent l'écho de l'entreprise sioniste de reconstruction d'une nation juive en Palestine.

La communauté juive du Yémen, comme toutes les communautés sépharades traditionnelles, ancrait sa cohésion dans une foi religieuse ardente qui était centrée sur l'espérance messianique en un retour de la diaspora en terre d'Israël. Aussi la nouvelle de l'entreprise palestinienne ne pouvait-elle que susciter une intense émotion dans la communauté et être interprétée comme l'avènement des temps messianiques.

Elle fut donc la première communauté sépharade à se mobiliser massivement en faveur du sionisme. Entre 1881 et 1918, ce furent 40 000 juifs yéménites qui émigrèrent en Palestine et, pour les premiers milliers, avec une spontanéité totale, avant même la création d'une section yéménite de l'Organisation sioniste mondiale.

Cette adhésion massive s'expliquait par l'espoir de sauvegarder la communauté menacée en la transplantant en Palestine. Il est évident que cet espoir était totalement dénué de fondement puisque le sionisme, loin de garantir la sauvegarde de la communauté, était l'agent de sa dissolution dans la civilisation du capital.

Dès qu'ils se furent emparés de la direction politique de l'Organisation sioniste mondiale, en 1904, les partis sionistes socialistes encouragèrent l'immigration des juifs yéménites. A cette date, les immigrants d'Europe orientale n'étaient pas encore assez nombreux en Palestine pour bouleverser la structure coloniale de l'économie juive. Ils ne constituaient pas une base de prolétaires suffisamment forte pour imposer la politique du travail juif. Les planteurs juifs (les *Boazim*) continuèrent donc à rechercher un profit maximum immédiat en employant des fellahs palestiniens au lieu de répondre aux impératifs à long terme de l'édification d'une nation juive.

Pour préserver les chances futures de cette édification, les sionistes socialistes comprirent l'intérêt de faire venir en Palestine une main-d'œuvre juive qui satisfasse les intérêts immédiats des colons, tout en permettant un début d'application du principe du travail juif et de l'exclusion du peuple palestinien. Or, les immigrés du Yémen offraient un "profil" quasi identique à celui des paysans palestiniens : celui d'une force de travail non qualifiée, originaire d'aires sociales "arriérées", colonisées et à laquelle on pouvait imposer des salaires misérables. Ils présentaient donc le double avantage d'être juifs et exploitables à la coloniale... comme des Arabes!

En outre, il était plus aisé, au nom de l'union des juifs et de l'édification d'une nation juive, d'imposer ce type d'exploitation à des hommes remplis d'illusions et d'espérance messianique qu'à des paysans palestiniens récemment spoliés de leurs terres. Les juifs yéménites qui étaient venus en Palestine pour sauvegarder leur communauté se retrouvèrent ainsi écrasés sous une exploitation brutale et méprisante, organisée par d'autres juifs, venus d'Europe orientale, qu'ils avaient pris pour leurs frères. Leur désenchantement provoqua le retour de nombre d'entre eux au Yémen avant 1914. L'un d'eux[1] décrivit la cruelle réalité anticommunautaire de l'entreprise sioniste :

"Si, ici, au Yémen, c'est l'exil, alors, en Eretz Israël, c'est l'exil intérieur. Si, ici, c'est l'exil au sein des nations, alors, là-bas, c'est l'exil en Israël."

Le sionisme fut non seulement la prolongation de l'exil des juifs, il en fut aussi la radicalisation. Dans l'"exil au sein des nations", en effet, la communauté pouvait malgré tout se maintenir et s'affirmer comme telle (du moins pour un juif yéménite traditionnel en 1914). Dans la Palestine sioniste, au contraire, le juif exploite férocement le juif : c'est bien l'exil intérieur. Le sionisme, produit du capitalisme, réalise la fin de la communauté.

L'aspect anticommunautaire et antisépharade du sionisme "réel" s'accentua quand les prolétaires juifs venus d'Europe orientale commencèrent à constituer une masse importante en Palestine, surtout à partir de 1910. (A la veille de la guerre de 1914, ils étaient une trentaine de mille sur un total de 100 000 personnes environ). Le Mouvement sioniste socialiste possédait désormais la base nécessaire pour détruire la structure coloniale du Yichouv en écartant impitoyablement tout ceux qui concurrençaient le travail juif "ashkénaze" : Arabes ou juifs orientaux.

En 1910, les juifs yéménites sont brutalement expulsés de la région du lac de Tibériade par les "pionniers" ashkénaze. En 1912, la direction sioniste-socialiste décide de stopper totalement l'immigration du Yémen qui connaissait un développement continu : "Schmuel Yavniéli, le délégué sioniste chargé d'organiser l'immigration du Yémen reçut un télégramme des dirigeants sionistes locaux de Palestine lui enjoignant de faire cesser l'immigration. La raison de ce changement d'attitude de la part des dirigeants sionistes provenait de l'hostilité des pionniers sionistes à l'égard de l'immigraption du Yémen, qui craignaient que leur arrivée sur le marché du travail ne provoque la baisse du salaire juif[2]."

Jusqu'à l'indépendance de l'Etat d'Israël en 1948, les juifs yéménites furent systématiquement exclus par la histadrout, le syndicat des travailleurs "juifs", du développement de l'économie sioniste et confinés dans un statut de sous-prolétariat, méprisé par le reste du Yichouv. Les masses sépharades du reste de l'Orient, qui présentaient le même profil que les juifs yéménites, furent pareillement exclues de l'édification nationale. Ainsi, en 1926, un dirigeant sioniste de France en tournée de propagande au Maroc déclara :

"Soyez tranquilles, juifs du Maroc, on ne vous demande pas d'aller en Palestine : la grande question du sionisme n'est pas de peupler la Palestine, mais de soutenir et de maintenir les juifs qui y sont déjà et ceux, infiniment plus nombreux qui, depuis tant d'années en Europe orientale, désirent s'y rendre[3]."

On ne peut être plus clair. Avec une naïveté confondante, l'orateur révèle l'objectif véritable du sionisme socialiste : imposer l'exclusivité du "privilège" national aux seuls prolétaires ashkénazes. Tout comme la politique du travail juif a préparé l'expulsion des Arabes palestiniens de leur terre, elle a produit la marginalisation des sépharades dans la société israélienne. Cette expulsion et cette marginalisation sont les deux facettes d'une même politique d'exclusion et de destructuration des communautés traditionnelles.

Après l'indépendance, le jeune Etat d'Israël a certes largement ouvert ses portes aux vagues d'immigration sépharades d'Afrique et d'Asie au cours des années cinquante et soixante. Il ne pouvait d'ailleurs en aller autrement. La communauté prolétarisée d'Europe centrale ayant été exterminée par les Nazis, Israël ne pouvait espérer développer autrement sa population (pour résister, entre autres, à l'hostilité du monde arabe). La politique de priorité au travail juif *ashkénaze*, menée par le Yichouv sioniste socialiste avant 1948, avait toutefois suffisamment préparé le cadre social dans lequel se ferait leur implantation en Israël.

Cette politique a contribué à ce que les statuts dominants de la société israélienne soient réservés aux ashkénazes et à leur descendants : la bourgeoisie, l'aristocratie ouvrière et leurs élites politiques seront presqu'exclusivement ashkénazes : la main-d'œuvre sur laquelle repose l'essentiel de l'exploitation capitaliste, sera sépharade.

Le sionisme a ainsi accouché d'une division *ethnique* qui a définitivement sonné le glas du mythe d'une société égalitaire qui animait les premiers pionniers.

Dans les années cinquante, les autres communautés sépharades d'Asie et d'Afrique du Nord (à l'exception de l'Algérie) se retrouvèrent dans une situation historique analogue à celle de la communauté yéménite du début du siècle. La décolonisation, qui ouvrait ces régions à une pénétration plus profonde du mode de production capitaliste, sapait le mode de vie traditionnel de ces communautés. Leur imaginaire religieux les encouragea alors à reconnaître dans la naissance d'Israël le rendez-vous messianique attendu, l'événement miraculeux qui allait permettre de sauvegarder en Israël leur mode de

vie menacé. Ils commettaient la même erreur tragique que leurs frères yéménites cinquante ans plus tôt !

Avec les vagues d'immigration sépharades des années 1950-60, le sionisme aborda sa dernière phase historique en tant que mouvement social de masse. C'est en effet par m'zab, par mellah, par villages entiers, qu'un million de personnes vinrent s'intaller en Israël. Ce raz de marée sépharade n'alla pas sans susciter une certaine crainte, parfois même la panique au sein de la société ashkénaze contrainte de l'absorber. Débarquant à Haïfa, les sépharades avaient en effet conservé des mœurs et une sensibilité communautaires, une culture tribale et patriarcale. Ce n'étaient point encore des individus atomisés, aseptisés. Or cette vitalité communautaire était fondamentalement incompatible avec les principes de la civilisation du capital dont le sionisme et la société israélienne s'étaient faits les hérauts. Les sépharades n'avaient pas encore intériorisé l'ordre de l'Etat et du travail salarié, la loi impitoyable et fratricide de la concurrence. Leur irruption en masse dans la jeune société israélienne encore fragile risquait de provoquer une collision entre deux univers, mettant en danger l'ordre social capitaliste.

C'est pourquoi l'establishment sioniste s'employa d'entrée de jeu à broyer systématiquement leur cohésion communautaire. Il s'attacha d'abord à rabaisser les sépharades, à faire en sorte qu'ils aient honte de leur culture communautaire, qu'ils rasent les murs de la société israélienne, qu'ils se sentent marginaux et n'osent plus mettre leurs valeurs en avant. On vit alors surgir des profondeurs de la société ashkénaze un mouvement discriminatoire fait d'un mépris, d'un véritable racisme qui laisse songeur quand on sait qu'il provenait d'anciennes victimes du nazisme. Qu'on en juge par cet article publié en 1949 dans un grand quotidien israélien sous ce titre évocateur, "La vérité sur le matériel humain" :

> "Une sérieuse et menaçante question est posée par l'immigration d'Afrique du Nord. C'est l'immigration d'une race que nous n'avons pas encore connue dans ce pays. (...) C'est là un peuple dont le primitivisme atteint le plus haut sommet. (...) Rien n'est en sûreté en face de cet élément asocial, et aucune serrure ne peut lui résister (...) Mais au-delà de tout cela, il y a un facteur de base non moins sérieux, à savoir le manque de toutes les conditions préalables pour l'ajustement à la vie du pays, et tout d'abord, une paresse chronique, une haine du travail. Tous, presque sans exception, manque de la moindre aptitude et sont bien sûr sans le sou. (...) Et tous veulent s'installer 'en ville'. Que faire d'eux, par conséquent, et comment les absorber? Certainement, tous les juifs ont le droit d'immigrer, pas moins que d'autres, mais si cela ne se fait pas en fonction de nos capacités d'absorbtion, c'est eux qui nous absorberont[4]."

Le sionisme exprimait ici comme dans un lapsus sa vérité non dite : **le sionisme c'est la mort de la communauté juive.** Aussi était-il naturel que dans les moments d'oubli remontât à la surface une pensée typiquement raciste à l'encontre de ce qui survivait de cette communauté chez les sépharades.

Outre l'angoisse qu'il traduit, l'article exprimait les questions stratégiques qui se posaient à la société ashkénaze. La réponse qu'on leur trouva fut le plan d'intégration des sépharades. Jusqu'à l'aube des années soixante-dix, l'Etat organisa l'intégration en interdisant pratiquement aux sépharades l'accès aux grandes villes. Ces derniers furent dirigés d'office dans les zones arides de développement de Galilée et du Néguev. Aux agriculteurs, l'Etat attribua des parcelles individuelles dont ils devinrent propriétaires afin de briser la cohésion communautaire des familles tribales.

Pendant les années cinquante et soixante, leur atomisation et leur marginalisation furent réalisées par une politique de logements précaires et un chômage endémique, avec son cortège de misère, de concurrence fratricide, de prostitution et de désespérance. Cette politique menée par un Etat "ashkénaze" suscita périodiquement des mouvements de révolte sépharades, dont le dernier, caractéristique, fut le mouvement des "Panthères noires" en 1973.

Aujourd'hui, les sépharades constituent la grande masse du prolétariat israélien, occupant l'essentiel des emplois non qualifiés dans l'industrie et le tertiaire. Pour se "venger" du tort infâme de la prolétarisation que leur a fait subir le sionisme socialiste, les sépharades votent pour le parti de la droite israélienne, le Likoud, plutôt que pour les partis "ouvriers" — vote de ressentiment mais vote borné (comme tout vote) puisqu'il ne veut pas voir que le Likoud est un des partis de l'establishment ashkénaze.

L'écart entre le revenu moyen des ashkénazes et des sépharades continuer à se creuser, quoique dans des proportions moindres que par le passé. Pour tenter de maintenir la cohésion de la nation juive, le capital israélien préfère en effet désormais faire peser la surexploitation salariée non plus sur les sépharades mais sur les 100 000 ouvriers arabes palestiniens de Cisjordanie et de Gaza qui, quotidiennement, traversent la frontière pour venir travailler en Israël dans des conditions de grande précarité. (C'est entre autres pour conserver le bénéfice social de cette surexploitation que l'Etat d'Israël entend maintenir l'occupation militaire de la Cisjordanie et de Gaza.)

*

Notre analyse de l'histoire du sionisme témoigne tragiquement du fait qu'il ne peut y avoir d'émancipation *humaine* dans les conditions inhumaines de la civilisation capitaliste. L'émancipation sioniste des juifs a abouti, d'une part, à la destruction de tout ce qui faisait leur richesse humaine : leur communauté. Elle n'a conduit, d'autre part, qu'au transfert de l'exclusion structurelle de la communauté prolétarisée d'Europe orientale sur le peuple palestinien et, notamment, sur la communauté qui s'est forgée dans les multiples camps de réfugiés disséminés autour d'Israël.

Dans cette communauté, les Palestiniens sont des sans-réserves privés de toute possibilité de s'intégrer au système de production des sociétés environnantes, comme l'étaient leurs frères juifs d'Europe orientale au début de ce siècle. Aussi cette communauté est-elle un vivier de prolétaires internationaux au Proche Orient et dans le monde arabe. Les Palestiniens vont en effet chercher dans l'émigration la possibilité de vendre leur force de travail. Ils se retrouvent ainsi employés en nombre comme ouvriers dans les pays producteurs de pétrole.

La communauté palestinienne, réalité internationale, peut donc constituer un vecteur important d'une révolution internationale au Moyen Orient tout comme les prolétaires juifs avaient véhiculé la figure du prolétariat international en Europe.

On a déjà vu durant les années 70 comment la pression sociale subversive de centaines de milliers de sans-réserves palestiniens avait provoqué la désintégration de l'Etat libanais, rendant nécessaire du point de vue capitaliste les interventions militaires coordonnées des grandes puissances, d'Israël et de la Syrie pour rétablir l'ordre.

Les Etats arabes entretiennent l'O.L.P. pour qu'elle leur serve tant bien que mal d'écran protecteur, en

orientant la lutte de la communauté palestinienne dans un sens nationaliste contre le seul Etat d'Israël, alors que tous les Etats de la région contribuent, à un titre ou à un autre, à son exclusion radicale.

Dans le contexte de crise économique mondiale actuel, les prolétaires palestiniens sont une communauté "de trop", inassimilable dans la société environnante, comme l'était la communauté juive prolétarisée d'Europe orientale. Aussi n'est-il pas saugrenu de penser que pèse sur elle la menace du même destin tragique, de son extermination. Si, pour le malheur de l'humanité, la tendance à la guerre l'emportait dans le développement de la crise actuelle, il s'ensuivrait très certainement une situation de "démesure" dans laquelle la communauté palestinienne, pourrait être systématiquement exterminée, parce qu'elle est inassimilable et parce que les forces du capital voudraient éradiquer la figure du prolétariat international qu'elle véhicule dans la région. Le recul historique nous permet de mesurer la menace génocidaire qui plane au-dessus de la condition d'exclusion sociale des Palestiniens.

Dans le cadre étroit du nationalisme, il n'y a jamais eu de solution humaine à cette condition d'exclusion ; seulement une alternative entre deux cas de figure aussi inhumains l'un que l'autre :

— soit l'O.L.P. réussit à réaliser son programme maximum : la destruction d'Israël et le remplacement d'une nation par une autre. La nation palestinienne se constituant sur les cadavres ou l'émigration forcée des juifs, laisse alors loin derrière elle le mythe d'une "Palestine laïque, libre et démocratique", opère l'intégration des Palestiniens au mode de production moderne et donc la destruction de leur communauté, de leur humanité ;

— soit un Etat Palestinien d'opérette se crée dans les territoires occupés par Israël (c'est la solution vers laquelle on semble s'acheminer), comme une sorte de bantoustan sous contrôle militaire israélien. Israël trouvant à cette solution un avantage appréciable, celui de laisser à l'Etat palestinien le douteux privilège de mater cette "révolte des pierres" dont il ne parvient pas à venir à bout.

Un mini-Etat palestinien n'aura toutefois qu'une autonomie formelle. Manquant de la base économique nécessaire (en période de crise mondiale) pour intégrer les réfugiés qui croupissent dans les camps du Liban, de Syrie et de Transjordanie, il ne servira que d'*Etat-dortoir* aux 100 000 prolétaires qui continueront d'aller travailler quotidiennement en Israël et n'apportera donc aucune solution à l'exclusion sociale dont est frappée cette communauté prolétarisée.

Il n'existe par conséquent aucune solution humaine au drame palestinien — une seule terre pour deux nations — dans le cadre nationaliste, c'est-à-dire au sein de la civilisation du capital.

*

Le sionisme socialiste est aujourd'hui caduque. Fondé sur l'intégration sociale des juifs d'Europe de l'Est par le travail, il n'était, nous l'avons vu, qu'un avatar nationaliste du socialisme et du mouvement ouvrier européen.

Contrairement au communisme, qui est l'auto-négation du prolétariat, le socialisme, qui aspire à la réalisation d'une communauté du travail, à la généralisation de la condition de producteur, à l'affirmation de la classe ouvrière, qui, par conséquent, conserve le travail et son ordre comme médiation suprême de la vie sociale, ne sort pas du cadre de la civilisation capitaliste.

Tant que les conditions historiques du communisme ont été absentes, on a pu légitimement trouver au socialisme une dimension révolutionnaire (ou réformiste révolutionnaire). La perspective de Marx était notamment de concevoir le socialisme comme l'œuvre préparatoire à l'instauration du communisme par la libération des forces productives, qu'aurait pu réaliser la dictature du prolétariat. Cette dimension révolutionnaire n'était toutefois concevable qu'à l'échelle mondiale.

A l'instar du sionisme socialiste, tous les mouvements de libération dits progressistes du tiers-monde ont été des avatars nationalistes (donc contre-révolutionnaires) du socialisme. Comme lui, ils réclamaient l'intégration des masses d'exclus dans le travail.

Or cette perspective historique est aujourd'hui désuète. En effet, à l'heure de la généralisation de l'automation et de ce que Marx a appelé la domination réelle du capital, le travail n'est plus le moment central du procès de production. Comme le disait Marx, la production des richesses sociales ne repose plus sur le travail des masses. Bien plus, le développement moderne ne permet plus de fonder un projet d'intégration des masses sur le travail, en particulier dans le contexte social du tiers-monde. Même si, aujourd'hui, une nation volait les conditions de production et les richesses d'une autre nation en l'expulsant de sa terre, elle serait bientôt contrainte par la concurrence mondiale d'adopter les techniques modernes "capitalistiques" qui marginalisent le travail et réduisent d'immenses populations au chômage. Et si elle refusait d'adopter ces techniques, son économie serait rapidement disqualifiée par cette même concurrence mondiale et le résultat — exclusion, chômage massif — serait le même. Dans les zones développées, cette exclusion structurelle n'est certes encore qu'un spectre, un mouvement tendanciel. Mais dans le tiers-monde, l'exclusion de masse est une réalité brutale, quotidiennement vécue[5].

Le socialisme, modèle d'intégration, a donc aujourd'hui perdu tout crédit historique. A part les politiciens, plus personne ne croit désormais possible de garantir un plein emploi général dans le cadre capitaliste. Le socialisme n'a plus d'avenir historique. Les mouvements de libération nationale à prétention socialiste ont fait la preuve que le "développement" qu'ils ont libéré dans leurs contrées, en détruisant les formes de vie communautaires, ne signifiait pas l'intégration des pauvres dans le paradis de la richesse moderne mais leur exclusion radicale, sous la pression de la concurrence mondiale.

Cette expérience historique n'a, pour l'instant, pas produit de rupture radicale avec le capital mais, au contraire, donné naissance à un mouvement parfaitement réactionnaire : la "révolution islamique" iranienne et son onde de choc, l'intégrisme musulman, qui tend à se propager dans tout le monde arabe [6].

Ce mouvement a mis en selle un nouveau type de nationalisme qui bouleverse la donne idéologique des mouvements de libération traditionnels. Il intègre en effet la désespérance extrême des masses d'exclus du "progrès". Loin de se parer des atours du progressisme, il se réclame d'une utopie foncièrement réactionnaire ; il croit pouvoir faire tourner en arrière la roue de l'Histoire, revenir à la cohésion sociale qui existait avant que le "progrès" n'accomplisse sa besogne désintégratrice. Il croit pouvoir ressusciter la communauté de l'époque précapitaliste. Cette utopie réactionnaire fait miroiter pour les masses de *mostazafin* (deshérités), maintenues en dehors du procès de production capitaliste, la possibilité de bénéficier — malgré leur exclusion sociale — de l'entraide communautaire prônée par l'Islam.

Par certains côtés, le nationalisme islamique semble vouloir rejeter le capitalisme, détruire la nation iranienne

moderne créée par le capital et retourner à l'époque tribale. Il s'agit en fait d'un leurre : la "révolution islamique" laisse intacte le mode de production capitaliste. Le capitalisme est un système mondial dont l'Iran, islamique ou non, est désormais partie intégrante et dont seule une révolution mondiale pourra en venir à bout. La perspective du retour à une communauté refermée sur un particularisme ethnique ou religieux exarcerbé n'offre pas d'issue anticapitaliste. L'utopie d'une "communauté musulmane" apparaît plutôt comme la tentative désespérée de millions de mostazafins de sauvegarder leur intégration à l'Etat-nation iranien, malgré leur exclusion sociale définitive.

La volonté d'incarner cette utopie ne pouvait qu'engendrer le pouvoir hideux des mollahs. Fanatiques, despotiques, contre-révolutionnaires, les mollahs ne peuvent rien contre l'exclusion totale des masses de prolétaires iraniens. Pour masquer leur impuissance et l'inconsistance de la communauté musulmane, ils n'ont pas trouvé d'autre solution que d'engager les sans-travail dans la boucherie d'une "guerre sainte" permanente contre le voisin irakien "infidèle". Après des années de carnage, cette solution a fini par faire faillite, laissant le capitalisme iranien exangue. L'Iran a besoin d'un répit pour reconstituer son économie[7] — répit qui risque d'être fatal au régime des mollahs car, revenues à la dure réalité de leur condition sociale, les masses de deshérités pourraient prendre conscience du leurre qu'est la communauté musulmane.

Si nous avons fait ce détour par l'Iran c'est parce que le virus de l'intégrisme religieux pourrait à son tour contaminer la société israélienne. Cette dernière ressemble à s'y méprendre aux sociétés européennes développées mais son équilibre est beaucoup plus fragile. Il ne se maintient en effet que parce que le capital américain porte à bout de bras l'économie locale. S'il s'avère que dans les dix ans à venir, la crise mondiale s'aggrave au point que les Etats-Unis soient contraints de réduire de manière draconienne leur aide financière, le capital israélien ne pourrait plus épargner aux prolétaires juifs les rigueurs d'une restructuration. Des masses de juifs seraient, pour la première fois, exclues durablement du procès de production[8]. A l'instar de l'intégrisme islamique, les intégristes juifs préparent déjà une gestion nationaliste de la crise sociale, pour tenter de damer le pion à une solution communiste. Dès à présent, ils tentent d'exorciser l'angoisse de l'effondrement du corps social par la réactivation de l'idée — aussi utopique et réactionnaire que sa sœur islamique — d'une "communauté juive", prenant ainsi à rebours l'œuvre historique du sionisme socialiste. Et s'ils finissaient par avoir raison de la démocratie israélienne, la conséquence en serait, comme en Iran, la guerre permanente.

Le cauchemar que prépare la crise du capital dans la région, c'est donc une guerre à outrance entre les intégrismes juif et musulman[9], permettant d'envoyer au massacre la masse des "surnuméraires" — les prolétaires exclus du travail. Et, en poussant notre hypothèse jusqu'à ses ultimes conséquences, on peut imaginer que la résurrection au Moyen Orient des antiques guerres de religion fournisse au capital l'occasion de donner le coup d'envoi d'une troisième guerre mondiale.

Face à cette éventualité, la chance du communisme reste aussi la crise mondiale du capital, dans la perspective de sa radicalisation. En effet, à terme, la crise n'épargnera personne. Elle peut donc permettre aux prolétaires de prendre conscience qu'ils sont soumis à la même précarité sociale *dans toutes les nations*.

Cette prise de conscience est d'ailleurs la condition nécessaire à la formation d'une association internationale des prolétaires, seule capable de proposer une solution humaine à la décomposition du corps social : le communisme, c'est-à-dire la création de cette communauté humaine mondiale où la vie sociale des individus ne dépend plus de leur intégration par le travail mais est immédiate et gratuite. Dans cette communauté, le travail ayant été aboli en tant qu'ordre s'imposant à eux de l'extérieur, les individus pourront devenir pour la première fois dans l'histoire les sujets de leur vie sociale, engagés dans la production communautaire de l'humanité.

Tant que les conditions d'une révolution communiste ne seront pas réunies, les mouvements sociaux ne sortiront pas des cadres nationaux, au Moyen Orient comme ailleurs. En attendant qu'elles le soient, les communistes ne pourront que participer ponctuellement à ces mouvements sociaux, dans ce qu'ils ont d'universalisables, comme, par exemple la lutte de la communauté palestinienne prolétarisée contre l'ordre militaire israélien et l'arrogance des colons juifs intégristes et racistes des territoires occupés, la lutte des insoumis juifs qui refusent de faire leur service militaire dans ces territoires, etc... Le mieux que nous ayons à faire, pour préparer l'avenir est de contribuer, même à une échelle minuscule, aux ébauches d'associations de lutte entre prolétaires juifs et arabes. En Palestine, on est déjà révolutionnaire quand on affirme que rien n'interdit aux Juifs et aux Arabes de se rencontrer, de s'aimer ou de mettre leur vie en commun, si ce n'est la logique de l'exploitation et l'Etat qui la sert. La paix entre les individus passe par la lutte contre les Etats et les nationalismes.

*

Le sionisme socialiste n'existe plus en tant que mouvement puisque la question de l'intégration d'une communauté de juifs prolétarisés ne se pose plus nulle part aujourd'hui. Le fantasme de ressusciter l'antique communauté demeure toutefois très vif chez les juifs. Il existe d'une part en Palestine, où il est activé par le courant intégriste juif, ultra-réactionnaire. Il existe d'autre part dans la diaspora et ce, pour trois raisons. Tout d'abord, l'Etat d'Israël apporte une aide puissante à tous les courants attachés à maintenir l'identité juive qui constituent la base idélogique des lobbies pro-israéliens dont il a besoin en Occident.

Ensuite, les sépharades, français notamment, restent imprégnés de la culture communautaire africaine d'un passé encore proche, et qu'ils continuent de rêver de transposer en Europe. Enfin, après le reflux des idées soixante-huitardes, la génération de juifs qui y avait adhéré, en mal d'identité, s'est soudain "reconnue" dans la juive comme d'autres dans la bretonne.

Cette affirmation, comme toute affirmation identitaire en général, est l'expression aliénée d'un besoin réel éprouvé par les individus modernes : celui de résister à la massification impersonnelle et à l'atomisation que produit la vie capitaliste. Comme toutes les revendications parcellaires, elle ne peut toutefois être qu'un leurre. Semblables en cela à tous les individus, les juifs sont aujourd'hui totalement atomisés au sein de la société mercantile. La communauté juive ne peut donc exister que dans les esprits, mais non dans un mode de vie concret. La "communauté juive" n'est plus que l'affirmation abstraite d'une "culture", gérée par des institutions "communautaires", froides et réactionnaires.

Pour les raisons qu'on a vues plus haut, on assiste actuellement à une revitalisation de cette "culture juive",

mais ce renouveau reste enfermé sur la seule réalité sociale juive tangible : l'Etat d'Israël. Et les valeurs suprêmes de cette "culture" se réduisent désormais à la défense inconditionnelle de cet Etat et l'apologie du nationalisme juif.

Il est intéressant de noter que cette évolution "culturelle" marque un appauvrissement de ce qui constituait la culture juive traditionnelle, pré-sioniste. Il existait certes alors une composante structurelle caractérisée par l'exaltation du particularisme juif et la légitimation religieuse du pouvoir des castes rabbiniques sur les communautés. C'est cette composante qui trouve d'ailleurs aujourd'hui son prolongement dans l'apologie du sionisme et l'affirmation d'un particularisme national et religieux. Mais il existait une autre composante, marquée par le messionisme de la Kabbale. Or, historiquement, cette composante s'était toujours opposée au pouvoir des rabbins et elle se distinguait par une vision millénariste, universaliste et "anarchiste" de la rédemption messionique. Le Royaume de Dieu, qui devait être établi sur toute la Terre, devait être l'abolition de toutes les séparations entre les humains, l'abolition de toutes les nations, de toutes les lois religieuses et politiques, de tous les Etats, de tous les fétiches sociaux[10]. Comme dans tous les courants millénaristes, Dieu était appréhendé par la mystique juive comme le lieu ontologique de l'unité atteinte par l'espèce humaine, c'est-à-dire, au fond, comme l'essence qui fondait le projet historique d'une communauté humaine universelle.

Cette composante universaliste de la culture présioniste s'enracinait dans l'expérience vécue d'une communauté qui traversait les frontières des nations sans s'intégrer dans les milieux sociaux environnants. Contrairement aux autres courants millénaristes européens, celle-ci était encore vicace aux XVIIIe et XIXe siècles, notamment en Europe centrale, du fait de la perduration anachronique de la communauté et constitua la condition qui permit à plusieurs générations de juifs de passer sans transition de l'univers du ghetto au marxisme, vécu en somme comme la sécularisation, la réalisation historique de l'ancienne utopie messianique.

Lénine lui-même ne s'y est pas trompé lorsqu'il écrit :

> "Quiconque proclame directement ou indirectement le mot d'ordre de la 'culture nationale juive' est (si excellentes que puissent être ses intentions) un ennemi du prolétariat, un partisan des éléments *anciens* et frappés d'un caractère de caste de la société juive, un *complice des rabbins et des bourgeois*. Au contraire, les juifs marxistes qui se fondent dans des organisations marxistes internationales avec les ouvriers russes, lithuaniens, ukrainiens, etc..., en apportant leur contribution (en russe et en hébreu) à la création de la culture internationale du mouvement ouvrier, ces juifs-là, qui prennent le contre-pied du séparatisme du Bund, *perpétuent les meilleures traditions juives* en combattant le mot d'ordre de la 'culture nationale'[11]."

La domination du sionisme sur le monde juif moderne s'est accompagnée d'un refoulement de cette composante révolutionnaire. En s'opposant de front à l'intégrisme religieux, un mouvement communiste susciterait sans doute en Palestine le retour de ce refoulé révolutionnaire de la culture juive. Les juifs pourraient alors vivre *de l'intérieur* la subversion et le dépassement du judaïsme. Le carcan séparatiste de l'identité juive une fois brisé, l'utopie de la rédemption "messianique universelle" que véhiculait l'antique communauté juive trouverait enfin sa réalisation profane dans la formation de la communauté humaine.

Notes

1. Cité par Mordecai Sussan, *L'éveil politique sépharade,* Faculté de droit et de sciences politiques d'Aix-Marseille, 1975.
2. Ouvrage cité, p. 157.
3 *Id.* p. 157.
4 *Haaretz,* 22 avril 1949, cité par M. Sussan, même ouvrage, p. 255.
5. Ceci ne veut pas dire que les conditions subjectives d'une révolution communiste soient plus mûres dans le tiers-monde qu'ailleurs. Au contraire, les masses d'exclus du développement sont intégrés de telle sorte au système capitaliste mondial qu'elles peuvent encore trouver d'autres responsables à leur misère que leur condition prolétarienne : l'"impérialisme", l'Occident en entier, toutes classes confondues, le "grand Satan" et sa raison technicienne. Le passé communautaire pré-capitaliste est encore assez proche pour demeurer un modèle tentant, quoique irréaliste, et susciter des solutions contre-révolutionnaires comme l'intégrisme islamique (voir plus loin).

Dans une situation révolutionnaire, les masses des pays développés ne pourraient s'en prendre qu'à leur condition prélétarienne. L'atomisation et l'universalisation des individus a été menée trop loin pour que la revendication d'un retour aux communautés étriquées du passé puisse s'affirmer. La recherche d'une communauté ne pourrait que se tourner vers l'avenir, vers le projet d'une communauté universelle, communauté non totalitaire où les individus existent *aussi* comme individus. Par ailleurs la puissance des forces productives permettrait aussitôt de mettre en œuvre le projet communiste à l'échelle mondiale.

6. L'arrêt de la guerre résulte tout autant de la résistance des prolétaires iraniens, dont la foi en la guerre sainte contre les infidèles a faibli au fur et à mesure que le carnage augmentait.
7. Quel qu'en soit le rythme, c'est de toute façon l'avenir historique de la société capitaliste israélienne.
8. L'intégrisme se développant dans les masses palestiniennes, il n'y aurait rien d'étonnant à ce que l'actuel "socialisme" de l'OLP finisse par être balayé par cette lame de fond.
9. Voir : Emmanuel LEVINE, *le Royaume de Dieu et le Royaume de César*, éd. Le Réveil, 1973, et *le Judaïsme contestataire et révolutionnaire*, éd. Tsedek, 1974 ; Guerschom SCHOLEM, *le Messianisme juif*, éd. Calmann-Lévy, 1975 ; Michael LOWY, *Rédemption et utopie*, PUF, 1988.
10. D'où l'un certains noms de Dieu dans la Kabbale comme *Ha-makom*, le "lieu", et *Adam-kadmon*, l'"homme-fondement".
11. Lénine, *Notes critiques sur la question nationale*, 1913.

MALHEUR AUX PEUPLES QUI ONT BESOIN DE HEROS !

Comment un mouvement démocratique autogéré comme Solidarnosc a-t-il pu se laisser coiffer par la nouvelle bureaucratie si rapidement ?

(...)Tout d'abord, je crois que le mouvement social né des grèves d'août 1980 et le regroupement qui participe, au nom de Solidarité, à l'actuelle coalition gouvernementale sont à la fois identiques et opposés. Le gouvernement Mazowiecki n'est pas, contrairement à une idée largement répandue, l'aboutissement et la victoire des «idéaux d'août 80», mais bien l'aboutissement et la victoire du projet réformiste des élites oppositionnelles, lesquelles se sont affirmées grâce au mouvement des travailleurs polonais et contre l'autonomie de celui-ci. Ce gouvernement est au contraire la négation de la dimension révolutionnaire des «idéaux d'août», négation rendue possible par la liquidation, une nuit de décembre 1981, de l'organisation qui essayait de les réaliser. Pour comprendre ce processus, il faut revenir aux origines du mouvement.

Dès les grèves d'août 1980, on assista à la naissance, au sein d'un mouvement unifié par la revendication d'une organisation indépendante, d'une divergence entre la pratique anti-hiérarchique des travailleurs et la logique dirigiste des «experts» chargés de négocier les Accords du 31 août 1980. Dans les premiers mois d'activité de l'organisation indépendante, cette divergence s'amplifia. La direction syndicale tenta d'éviter la confrontation en substituant à la pression revendicative de la base et au processus de confrontation qu'elle générait une politique fondée sur la diplomatie secrète, aboutissant au sabotage de la grève générale prévue en mars 1981, après la provocation policière de Bydgosczcz. Dès lors, l'«auto-limitation» du mouvement ne favorisait plus l'organisation d'un contre-pouvoir comme elle l'avait fait au début du mouvement, mais le paralysait.

En même temps, ce processus de délégation amenait l'«élite ouvrière», née du syndicalisme indépendant de la fin des années 1970 et surtout des grèves de l'été 1980, à se transformer progressivement en pouvoir autonome à l'intérieur du mouvement, parlant et agissant en son nom. Cette élite se constitua ainsi en une véritable bureaucratie syndicale, encore embryonnaire en raison de la pression constante que la base exerçait sur elle.

L'«élite ouvrière» s'unifia naturellement à l'intelligenstia oppositionnelle regroupée autour des «experts». Cette inteligenstia, longtemps bâillonner par le totalitarisme, commença, après s'être mis au service de l'organisation indépendante, à affirmer ses intérêts propres, en s'appuyant sur la nouvelle position de force qu'elle avait acquise grâce à ce mouvement.

Là où les grévistes mandataient des délégués et réclamaient des négociations publiques, les experts imposaient la diplomatie secrète et ses *gentlemen's agreement*. Là où les travailleurs luttaient pour la participation active de tous, l'inteligenstia préparait la participation des élites. Là où les premiers voulaient placer la production et l'ensemble de la société sous leur contrôle, les seconds voulaient remplacer les nomenklaturistes incompétents et corrompus par des «managers». Là où les uns mettaient en cause la division du travail, les autres entendaient la perpétuer en renforçant leur position hiérarchique. A la base, on construisait une organisation autonome pour réaliser une authentique socialisation; au sommet, on rêvait d'utiliser le syndicat comme une force d'intégration des travailleurs et de régulation d'une exploitation rationalisée par le marché.

Ce clivage s'accentua encore avec le développement du processus révolutionnaire, surtout durant l'automne 1981. Face à la décomposition du pouvoir et à son impuissance à répondre aux besoins les plus élémentaires, face aussi aux premiers signes d'épuisement et de démobilisation de la société, le mouvement a dû dépasser sa première phase revendicative et commencer à prendre sous son contrôle tous les aspects de la vie sociale. L'expression la plus avancée, bien qu'encore très minoritaire, de ce processus, fut le projet d'instauration d'un pouvoir national des conseils de travailleurs par la grève générale active et la formation de gardes ouvrières.

Ce mouvement était donc «démocratique et autogéré» en partie seulement et contenait en lui-même les germes d'une nouvelle bureaucratie. Mais cette bureaucratie qui tentait, déjà à l'époque, de le contrôler, n'y parvenait pas, tout simplement parce que 10 millions de travailleurs qui se parlent sans intermédiaires sont incontrôlables. C'est pourquoi Jaruzelski à déclaré la guerre à ce mouvement, guerre qu'il a fini par remporter malgré plusieurs années de résistance sociale.

L'équipe Jaruzelski entendait sans doute dans les premières années de l'état de guerre gouverner sans les élites oppositionnelles, elle a pourtant dû s'y

résoudre devant la menace d'une explosion sociale, réapparue avec les vagues de grèves du printemps et de l'été 1988. Les élites oppositionnelles se sont présentées et imposées alors comme le dernier recours devant cette menace. Ajoutons que le processus de la table ronde engagé à l'automne 1988 répondait, outre à cette nécessité interne, au feu vert du gorbatchévisme ascendant et préfigurait la réalisation d'une tentative plus vaste de modernisation et de reconversion de la domination de classe à l'Est.

Le processus de la table ronde et la coalition qui en a surgi sont donc en fait dans la continuité de la contre-révolution déclarée le 13 décembre 1981. Jaruzelski a souvent répété qu'il n'y aurait pas eu de table ronde sans l'état de guerre. Walesa ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme qu'il ne serait être question de reconstruire Solidarnosc d'avant le 13 décembre 1981. Solidarnosc comporte aujourd'hui quatre fois moins d'adhérents qu'à l'époque "héroïque", un nombre encore plus faible de membres payant leurs cotisations et a perdu bon nombre de ses cadres, qui se sont engagés dans l'activité parlementaire. Mais surtout, Solidarnosc n'a plus aujourd'hui de programme, même concernant la défense des intérêts les plus élémentaires des travailleurs. Le syndicat est devenu, mis à part sur le plan local et parfois régional où s'affirme encore la revendication d'un "syndicalisme indépendant", une courroie de transmission du plan gouvernemental d'austérité, à la manière des "néo-syndicats", créés par le régime pour remplacer Solidarnosc après sa délégalisation en 1982. Ce n'est donc pas tant Solidarnosc qui *"s'est laissé coiffer par la nouvelle bureaucratie"* que sa caricature, entièrement reconstruite par cette nouvelle bureaucratie.

Cette question en appelle néanmoins une autre : «Comment les travailleurs polonais ont-ils pu accepté d'être dépossédés de leur propre création, et comment peuvent-ils encore accréditer leurs "représentants" ?» Car, paradoxalement, si la société rejette les effets dévastateurs du plan imposé par le FMI, elle soutient encore massivement Walesa et son équipe. Ce phénomène s'explique sans doute par la disparition de tout espoir collectif dans la population ; une population qui semble — pour l'instant — avoir oublié qu'elle s'est prise à rêver, voici dix ans, à «la construction d'une vie libérée de la pauvreté, de l'exploitation, de la peur et du mensonge» (déclaration finale du premier congrès de Solidarnosc, septembre 1981). Walesa est toujours la figure charismatique de cette population, mais la valeur de cette figure a changé. Elle n'est plus le symbole de ce «nous» mythique opposé à «eux», mais le fantasme d'une société qui s'éveille au spectacle de l'abondance marchande, en sachant déjà qu'elle ne pourra la toucher. Comme le disait Brecht : «Malheur aux peuples qui ont besoin de héros.»

Frédéric Goldbronn, mars 1990. (article paru dans L'Ecole émancipée, *n°13, 20 avril 1990)*

F.G. a fait paraître dans les cahiers Spartacus : "Solidarité combattante, Pologne : chronique d'une société clandestine"

LBG à F.G.

Dans ton texte "Malheur aux peuples...", tu essaies de répondre à la question "Comment un mouvement démocratique autogéré comme Solidarnosc a-t-il pu se laisser coiffer si rapidement par la nouvelle bureaucratie?".Tu décris très bien les différentes étapes qui conduisent le mouvement des grèves d'août 80, au coup d'Etat de décembre 81, jusqu'au jour d'hui. Mais en fait, tu ne réponds pas à la question (fin de ton texte sur la dépossession) autrement que par la "disparition de tout espoir collectif", ce qui introduit une autre question sur le pourquoi de cette disparition.

Je vais essayer d'expliquer le phénomène mais en ne posant pas la même question que toi. Il faut plutôt s'interroger sur ce qu'avaient en commun ceux qu'on appellera, faute de mieux, la "fraction Walesa" (issue des luttes depuis 70), et les ouvriers qui entrèrent en lutte à l'été 80 : le fait de poser les problèmes sociaux dans le cadre de la "Sainte Pologne des Usines".

Sainte, parce que, malgré des contre-tendances (refus d'obtempérer aux injonctions de la hiérarchie catholique), le mouvement n'a jamais rejeté dans le même sac appareils stalinien et catholique. Tant mieux si aujourd'hui, une nouvelle génération critique l'Eglise; il n'en reste pas moins les images désolantes des grévistes allant se confesser.

Pologne, parce qu'à ma connaissance, en 80-81, aucune voix ne s'est élevée pour critiquer le nationalisme polonais, et pour poser les problèmes de façon internationaliste. Les seuls à avancer "A bas la Pologne", comme nous disons ici "A bas la France, à bas toutes les patries", étaient les staliniens partisans de l'intervention russe.

Des Usines, parce que le mouvement ouvrier polonais a bâti sa force sur les lieux de travail et ne s'en est échappé, même dans les têtes, que très peu. (Je n'oppose pas ici un beau mouvement violent comme en 70, à un moche mouvement d'occupations comme en 80). "Les ouvriers occupaient les usines autant que les usines occupaient les ouvriers" a-t-on dit à propos de juin 36; et cette phrase pourrait s'appliquer à la Pologne de 80-81 : nulle part de critique du travail, de la production pour elle-même.

Le tragique de ces limites apparaît aujourd'hui : la modernisation de l'économie, menée de concert (même avec quelques couacs) par la fraction Walesa, la petite-bourgeoisie des spécialistes et les bureaucrates modernistes, implique la disparition des "forteresses ouvrières" comme les chantiers navals de Gdansk ou les aciéries de Nowa-Huta, et en conséquence l'atomisation de la classe ouvrière due à la perte de son principal point d'appui social.

Que réclament ceux qui critiquent le compromis historique polonais, comme Kowalewsky par exemple, "rendez-nous nos usines", et que leur répondent les représentants du capital mondial "eh bien, gardez les maintenant".

A tous ceux qui, ici, voulaient faire militer dans les syndicats, arguant de l'existence de militants de base critiques de l'appareil, nous répondions que c'étaient justement les braves cons de base qui pérennisaient l'existence des salauds de bureaucrates. La CGT n'est pas Solidarnosc de 80-81, mais Solidarnosc d'aujourd'hui y ressemble bougrement, question magouilles d'appareil. Un appareil n'existe et ne se perpétue que parce qu'il existe une base qui le laisse faire quand il correspond à ses intérêts ou à son idéologie. L'état présent du mouvement est la conséquence de la concordance d'intérêts et d'idéologie entre les millions de grévistes de 80 et les milliers de militants de la fraction Walesa, même si ces derniers avaient déjà un projet politique propre (et donc opposé au mouvement) : virer la bureaucratie stalinienne pour s'installer à sa place et régler les problèmes entre polonais.

Tu as raison de dire que la bureaucratie de Solidarnosc avait du mal à contrôler les 10 millions de bavardeurs et c'est ce qui a poussé Jaruzelsky au coup d'état, sans compromis avec la fraction Walesa. Mais as-tu réfléchi au contenu de ce bavardage ? La force du mouvement, c'était son opposition totale au pouvoir stalinien, pas sa perspective propre, même s'il y avait aussi "le rêve... d'une vie libérée du mensonge...". Le mouvement ouvrier en Pologne est arrivé en quinze ans de luttes à la même limite que les mouvements prolétariens des cinquante dernières années avaient atteinte (et que nous n'avons toujours pas dépassée) : faute de pratiques d'abolition du salariat et de mise en place d'activités... communistes, tout mouvement, même le plus "démocratique autogéré", est condamné soit au massacre, soit à participer encore une fois à la modernisation du capital.

La "schizophrénie polonaise" actuelle peut s'expliquer par le fait qu'une partie de la classe ouvrière se rend compte que si elle s'est fait avoir, c'est parce qu'il y avait un consensus entre les buts de la fraction Walesa et ses propres idéaux et qu'il faudrait donc remettre en cause ces idéaux ; tandis qu'une autre partie s'accroche désespérement à ce consensus, dans une situation où c'est le capital qui a l'initiative, en Pologne comme ailleurs.

Aujourd'hui, un projet de libération a conduit à un plus grand asservissement. Souhaitons qu'à partir de cette situation, les prolétaires polonais en finissent avec la Pologne et refassent ainsi trembler les propriétaires des palais de Paris à Moscou, en passant par Berlin et Washington.

Charles P.

— Avis —

Les fonds de soutien à Georges COURTOIS peuvent être versés sur le compte du Crédit agricole n° 07638553000 de Paul Seiller.

TRACES

On trouvera ci-après des traces du passage de quelques individus à travers une unité de temps. Parmi eux figuraient des rédacteurs du *Brise-glace*. En 1989-1990, nous sommes intervenus à propos du massacre de Tien An Men, du recensement et de la lutte des délogés : la portée immédiate de nos interventions peut paraître dérisoire. Cependant...

D'abord, nous avons rencontré des gens d'horizons divers avec qui nous avons eu l'occasion de vérifier par la pratique que nous avions en commun le refus de vivre dans la passivité les à-coups les plus sanglants ou les plus dégueulasses du procès de domestication de l'espèce humaine. Nous avons vérifié que pouvait encore se créer entre des individus qui ne se connaissaient pas la veille, une communauté profonde, efficace et chaleureuse. Nous avons ainsi une fois de plus constaté que le premier intérêt des interventions pratiques, même dans des époques défavorables, est de nouer des liens qui rompent l'isolement, approfondissent la réflexion, contrecarrent l'autodomestication et la neurasthénie.

Ensuite, nous ne sommes pas mécontents d'avoir provoqué un incident diplomatique entre la France et la Chine, encouragé la résistance au fichage et brièvement mais très concrètement renvoyé le parti socialiste aux poubelles de l'histoire.

Au lendemain de l'écrasement du mouvement qui a secoué Pékin et les grandes villes de la Chine au printemps 1989, nous avons diffusé le tract "Nous n'allons pas nous agenouiller devant ces chiens !" successivement aux manifestations des 6 et 24 juin à Paris. Entre-temps, nous nous sommes associés à une trentaine de personnes pour constituer le comité "Pékins de tous les pays, unissons-nous !", qui a organisé le 29 juin l'occupation, pendant deux heures du Service de l'éducation de l'ambassade de Chine à Paris et diffusé le tract bilingue français-chinois "Pas de larmes pour la Chine". Ce comité a ensuite diffusé l'affiche portant le même titre à partir du 9 juillet lors de diverses manifestations. Le comité s'est dissous à la fin juillet. Les locaux diplomatiques que nous avions désignés à la vindicte ont eu leur façade sérieusement dégradée lors de la manifestation des "Sans-Cravates" le 14 juillet.

Dans ses communiqués rageurs, l'Agence Chine Nouvelle a diffusé le nom du comité. Nous pouvons donc présumer qu'en même temps que nous emmerdions les bureaucrates et leurs interlocuteurs d'Occident, nous avons adressé un signe fraternel aux rebelles chinois qui ont reçu l'information.

En diffusant un contre-questionnaire en mars 1990, le Comité des Non-Recensés Solidaires a encouragé la résistance des dizaines de milliers de personnes réfractaires au recensement. "INSEE PAS TOUT" a touché plusieurs centaines de personnes. A notre connaissance, l'Etat n'a pas mis à exécution ses menaces de poursuite. Sans doute la possibilité d'une défense collective l'a-t-elle encouragé dans la voie de la mansuétude.

Le Comité pour l'occupation du 10, rue de Solférino était composé de gens qui participaient à la lutte des délogés de la place de la Réunion, et d'autres qui n'y participaient pas directement. Dès l'origine, ce comité a mené une action autonome par rapport à une lutte qui tirait son ambiguïté des premiers concernés eux-mêmes. En effet, les familles africaines qui campaient sur la place avaient, en squattant pendant deux ans, puis en refusant de se disperser, manifesté un bel esprit de résistance. Mais — qui y trouverait à redire? — leur souci étant de se faire reloger, elles ont fait confiance à la logique de la charité et des magouilles réformistes mises en œuvre par une partie du Comité des mal-logés et par les innombrables organisations et politiciens accourus. A ce jour (17 juin), le moins qu'on puisse dire est que leur confiance a été mal placée.

En tout cas, le Comité pour l'occupation... a affirmé un point de vue universel sur ce qui, dans cette lutte particulière, nous était commun. En diffusant l'affiche "Où va se loger l'infâmie?", il a aussi perturbé, à un niveau local mais efficace, la gestion social-démocrate des conflits — mélange qui se voudrait savant de matraquage, de mensonge médiatique et de dialogue entre matraqueurs et matraqués.

Ce qui aurait dû être l'apogée de la récupération d'une lutte que le parti gouvernemental avait d'abord essayé d'étouffer — la manifestation du 16 juin — a tourné à la déroute. Tout en diffusant le tract "Délogeurs, délogés...", nous avons déployé avant le passage de la manifestation la banderole dont la photo clôt ce numéro du *Brise-glace*. Cette banderole, tendue entre les deux trottoirs en surplomb qui bordaient la chaussée, parcours de la manif, est bientôt devenue le point de ralliement de tous les irréguliers. Environ trois cents personnes se sont ainsi retrouvées et, notre nombre devenant dissuasif, la manif de la honte a défilé de bout en bout sous les fourches caudines de notre colère, sans qu'aucun service d'ordre n'ose venir s'affronter à nous. La troupe de la LCR et celle de SOS Racisme ont défilé sous les cris de "collabos", celle du PCF s'est vu rappeler l'affaire du bulldozer de Vitry, et quand celle du PS se présenta, se fut le délire : bombardée de crachats et du contenu de plusieurs poubelles, elle se débanda et finit par faire disparaître ses banderoles. Ce fut un de ces moments trop rares où les rebelles se regroupent et se vengent de tant d'avanies et de mensonges qu'on leur a infligés.

Un de ces instants fugaces où l'on sent que, décidément, les mauvais jours finiront.

决不跪在狗前！

"NOUS N'ALLONS PAS NOUS AGENOUILLER DEVANT CES CHIENS !"

Dans les rues de Pékin, on a parlé, on a ri, on a chanté, on a fait tout ce que la dictature capitaliste d'Etat interdisait de faire depuis quarante ans.

Dans les rues de Pékin, petits entrepreneurs, étudiants, ouvriers et chômeurs ont commencé de vivre ces moments où l'on cesse d'être entrepreneur, étudiant, ouvrier ou chômeur.

Dans les rues de Pékin, on a commencé à vivre comme si les classes avaient été *réellement* abolies, comme si la liberté était là.

Dans les rues de Pékin, on a résisté, sans reculer devant la violence, pour défendre cette liberté, cette "démocratie"-là.

C'est ce scandale que les bureaucrates-tankistes n'ont pas supporté. C'est ce scandale que les pleureuses journalistiques et politiques d'Occident s'efforcent de noyer sous des torrents de larmes. C'est ce scandale que nous voulons saluer.

VIVE LA COMMUNE DE PEKIN !

北京公社万岁！

北京公社万岁！

PAS DE LARMES POUR LA CHINE

AFP 5/7/89
Pékin a protesté lundi auprès du gouvernement français contre "l'occupation et le harcèlement" des services éducatifs de l'ambassade de Chine à Paris, a annoncé l'agence officielle Chine Nouvelle.
Selon un responsable du ministère des Affaires étrangères chargé des Affaires européennes cité par Chine Nouvelle, "le comité "Pékins de tous les pays unissons-nous" regroupant plusieurs français a investi le 29 juin le bâtiment abritant les services éducatifs de l'ambassade de Chine en France".
Ce responsable non identifié a signalé à l'ambassadeur de France à Pékin que les manifestants avient également répandu des tracts et déployé des affiches "injurieuses à l'égard de la Chine" dans les locaux de l'ambassade chinoise. Il a souligné à l'adresse de l'ambassadeur français la gravité de cet incident contraire selon lui aux règles des relations internationales, a précisé l'agence Chine Nouvelle.
Enfin, il a demandé au gouvernement français de punir les coupables et de prendre des mesures afin que de tels incidents ne se reproduisent pas, notant au passage que la police française avait été très lente à réagir pour refouler les manifestants.

CEUX QUI VOUDRAIENT NOUS FAIRE PLEURER SUR LA CHINE sont ceux qui ont toujours menti sur elle. Ils ont justifié la dictature maoïste au nom d'une "étrangeté" radicale des Chinois et aujourd'hui en "découvrant" que Deng est un boucher, ils montrent qu'ils confondent la liberté avec la liberté du commerce.

En réalité, c'est le régime de Deng qui colla au trou les Wei Jinsheng et les Ren Wanding, animateurs du printemps de Pékin de 1979 et qui depuis n'a jamais cessé de condamner les dissidents. Le mensonge idéologique de la distinction entre les "délinquants" et les autres est devenu éclatant dans cette société chinoise qui, grâce à l'"ouverture" tant louée combine aujourd'hui les tares du capitalisme bureaucratique et celles du capitalisme sauvage. Dans un climat de corruption généralisé et de révolte endémique, le parti devenu "combinocrate" n'a jamais cessé d'exercer sa terreur sur le reste de la société: exécutions publiques de milliers de "droits communs", avortement et stérilisation forcés de milliers de femmes, féroce normalisation des mœurs... C'est cela, la modernisation et l'ouverture tant regrettée.

Le sang coule aujourd'hui dans la continuité d'une dictature, dont sont *complices* ceux qui feignent de croire que ce qu'ont fait les révoltés pouvait être toléré à Paris mieux qu'en Chine (comment furent traités les étudiants français de 1986 quand ils prétendirent manifester devant l'Assemblée ?) *Complices* ceux qui voudraient réduire à un "mouvement étudiant" une lame de fond où les ouvriers et chômeurs ont joué un rôle décisif.

Complices ces images qui nous réduisaient devant les émeutiers à la passivité décervelée et qui servent aujourd'hui à diriger les balles explosives. Journalistes et massacreurs concourent au même but avec des moyens opposés*. Qu'ils la mitraillent de photos ou de balles, ils s'emploient à prouver que la révolte est sans issue et la liberté impraticable autrement que dans sa version marchande et parlementaire.

* Les journalistes ont contribué à répandre l'illusion qu'il suffisait d'être télévisé pour être protégé du massacre

Quand à Pékin et ailleurs, artisans, étudiants, employés et ouvriers vivent dans la rue ces heures de communauté où les rôles sociaux sont abolis et où l'on agit comme si les classes avaient *réellement* disparu, nous ne voyons pas là de quoi pleurer. Ce que la rue chinoise est venue nous confirmer, après la Palestine, l'Algérie, l'Argentine, le Nigéria, après tant d'autres pays mais sur une échelle et avec une profondeur inégalée c'est que, contre la dictature socialiste ou celle du FMI, malgré le sang là-bas et la veulerie ici, l'initiative des gouvernés a encore tout l'avenir pour elle.

Frères de Pékin et d'ailleurs, pourrons-nous vous dire nos rêves ? Au moins avons-nous des ennemis communs : ceux qui ont encensé vos bourreaux, ceux qui leur vendent des armes, ceux qui vous ensevelissent aujourd'hui sous le mensonge et les larmes.

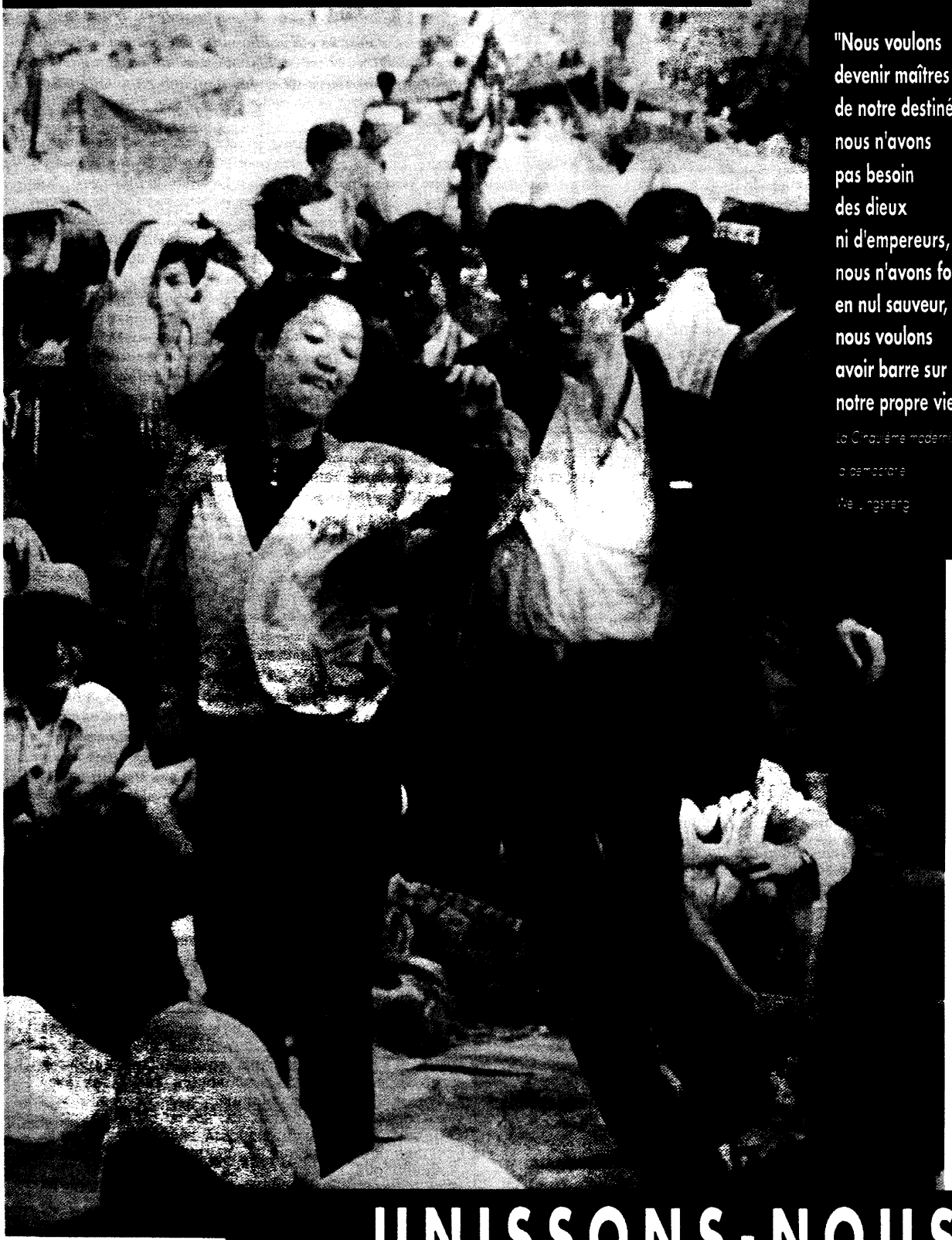
COMITÉ "PÉKINS DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS!"

Comité "Pékins de tous les pays unissons-nous..."
chez Brise glace - BP 214 - 75623 Paris Cedex 13

SOMMES FIERS D'AVOIR OCCUPÉ LES SERVICES ÉDUCATIFS DE L'AMBASSADE CHINOISE À PARIS LE 29 JUIN 1989 STOP PROTESTONS SOLENNELLEMENT CONTRE SOUPCON DE CONNIVENCE AVEC POLICE FRANCAISE STOP CONFIRMONS L'APOSTROPHE LANCÉE A VOS SUBORDONNÉS : VOUS ETES LA HONTE DE L'HUMANITÉ STOP CONFIRMONS SANCTIONS DÉJÀ PRONONCÉE PAR TOUS LES PÉKINS DU MONDE : "L'HUMANITÉ NE SERA HEUREUSE QUE LE JOUR OU LE DERNIER CAPITALISTE AURA ÉTÉ PENDU AVEC LES TRIPES DU DERNIER BUREAUCRATE" STOP SIGNÉ : COMITÉ PÉKINS DE TOUS LES PAYS UNISSONS-NOUS

télégramme adressé à Deng Xiaoping

PÉKINS DE TOUS LES PAYS...



"Nous voulons devenir maîtres de notre destinée, nous n'avons pas besoin des dieux ni d'empereurs, nous n'avons foi en nul sauveur, nous voulons avoir barre sur notre propre vie".

La Cinquième modernisation : la démocratie

Wei Jingsheng

... UNISSONS-NOUS

INSEE PAS TOUT

Questionnaire adressé à l'Etat par des personnes menacées
de recensement en mars 1990

1. Suivant une habitude de la gauche, qui consiste à légaliser les abus de pouvoir de la droite, vous avez tenté de légaliser les fichiers des Renseignements Généraux (RG). A présent qu'ils sont redevenus illégaux, avez-vous décidé, en gardiens de l'Etat de droit, de les brûler? Comment comptez-vous nous persuader que les données du recensement ne seront pas utilisées par les RG?

2. L'INSEE admet vendre aux spécialistes du marketing les données tirées du recensement. Comment comptez-vous redistribuer les bénéfices aux recensés qui ont rempli vos questionnaires gratuitement?

3. Les informations tirées du recensement permettront de planifier les secours lors de la prochaine catastrophe nucléaire envisagée par E.D.F. Comptez-vous faire savoir aux recensés s'ils se trouvent dans les zones sacrifiées ou non?

4. Le recensement sert aussi à repérer les futurs soldats. Avec les grands bouleversements qui s'annoncent dans le monde, pouvez-vous certifier que les petits recensés n'iront pas crever à la guerre?

5. Un des buts fondamentaux du recensement n'est-il pas d'encourager la délation? Ne sert-il pas en particulier à repérer les clandestins?

6. Jusqu'où comptez-vous pousser la surveillance des individus et des groupes? Les fichiers du projet Schengen, qui vise à étendre à l'Europe entière la possibilité d'expulsion des étrangers ne correspondant pas aux normes étatiques, le fichier "Violence Action Terrorisme" (VAT) qui, notoirement inutile à la lutte contre le terrorisme d'Etat, sert surtout à tracasser et surveiller les rebelles au consensus social, les fichiers de la gendarmerie, ceux de la DST, des services officiels et officieux ne sont-ils jamais connectés entre eux, ni avec les données de l'INSEE?

7. Comment comptez-vous traiter ceux que vous déclarez français et qui se foutent des racines nationales?

Quant à nous, nous ne fournirons pas de données aux flics, aux marchands, aux militaires, aux politiciens. Nous ne paierons pas votre misérable amende de 100 francs et sommes prêts à nous défendre collectivement en cas de poursuites.

Ce questionnaire peut être remis aux recenseurs qui ont réussi à vous coincer ou directement adressé à : INSEE — 195, rue de Bercy 75012 PARIS.

Reproduction conseillée. Pour tout contact : CNRS (Comité des Non Recensés Solidaires), chez *le Brise-Glace*, BP 214 75623 Paris Cedex 13

ON NOUS ENFICHE

Proies de l'Etat,
des policiers
et des marchands,
refusons le recensement

NE NOUS EN FICHONS PAS

OU VA SE LOGER L'INFAMIE ?

Qui sont les plus dégueulasses ? Les gros bras du gouvernement, en uniforme, ou ceux des propriétaires, en civil, quand ils jettent les pauvres à la rue ? Les envoyés des ambassades (assurément manipulés par le pouvoir d'ici) qui font pression sur leurs ressortissants ou les barbouses racistes qui les protègent ? Les mafiosis RPR qui ont ouvert la chasse aux squatters ou la racaille PS (crachons au passage sur Georges Sarre*) qui l'approuve ? L'opinion publique, ce monstre fabriqué, qui se serait sûrement émue... si ceux qui croupissent dans la poussière du square de la Réunion n'étaient pas noirs ? Les bonnes consciences qui prétendent combattre le racisme à coups de lois et d'interdictions, mais s'intéressent aux victimes d'exclusions bien concrétes seulement quand les caméras sont là ? Les médias plus intéressés à informer sur les matraquages à Bucarest que dans le XXème arrondissement ? Les cadres et les branchés qui viendront occuper ces quartiers si pittoresques quand ils auront été désinfectés de leurs derniers prolétaires ?

L'infamie est partout, elle nous pue au nez, mais qui nous en badigeonne ? Qui jette aujourd'hui à la rue les squatters des Vignoles et de la Fontaine-au-Roi, comme hier ceux de la rue Keller ? Ce sont des individus, mais c'est surtout une force incarnée par la mythologie des gagneurs charitables, des Tapie-Kouchner et des Chirac-Désir, c'est la force d'une France qui prétend que le comble du bonheur désirable, c'est l'accumulation toujours plus monstrueuse d'objets toujours plus insipides, que le capitalisme démocratique est l'horizon indépassable de tous les temps, qu'il y aura toujours des pauvres et des riches, puisque le seul mot d'ordre est désormais: "enrichissez-vous!".

C'est cette force qui chasse des villes toute manifestation un tant soit peu *gratuite,* qui ne connaît que deux sortes de rues : les galeries marchandes et les accès de parking, et deux sortes d'activités urbaines visibles: vendre des fringues et vendre de la bouffe. A sa capacité de coloniser chaque jour davantage de nouveaux aspects de la vie, nous avons reconnu cette force, nous avons reconnu notre vieille ennemie: l'économie.

C'est parce qu'ils refusent ses ordres, sa rationalité anti-humaine et les discours de ses spécialistes que les squatters sont nos frères. La bonne administration des villes, les lois du marché, les nécessités de la modernisation, bref l'économie exigent que des familles soient jetées à la rue? Alors, un jour ou l'autre, il faudra bien détruire l'économie - cet autre nom du capitalisme.

Nous allons trop loin? *C'est justement où nous voulons aller!*

Comité pour l'occupation du 10, rue Solférino
10 mai 1990

* PS : La main de Charzat sur l'habitat urbain
La palme de l'infamie vient d'être remportée par le député-flic Michel Charzat, qui a envoyé à la presse un texte délirant, accusant le Comité des mal-logés d'être composé de terroristes manipulant les familles expulsés *(«Un certain nombre d'individus {...} liés à une organisation extrémiste aujourd'hui officiellement dissoute, ont réussi à infiltrer ce squatt et ceux avoisinants ainsi qu'à les structurer pour en faire une masse de manœuvre {...} Ceux-ci sont structurés de façon très hiérarchisée et selon des principes para-militaires»).*
Le but évident de cette provocation, relayée par la Mairie de Paris et une partie des média, est de réduire le mouvement à l'impuissance, d'une part, en criminalisant ses franges les plus actives, d'autre part, en acculant les autres à l'attente passive de mesures charitables à l'égard des familles *(note du 28 mai 1990).*

«M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, a estimé mercredi que *"L'opération d'expulsion des squatters des rues des Vignoles et de la Fontaine au Roi, s'est déroulée apparemment dans de bonnes conditions"* et *" qu'il était nécessaire de procéder à ces expulsions"*» AFP, 2 mai 1990.

LES EXPULSIONS SERONT-ELLES LE MUR DE LA BONNE CONSCIENCE SOCIALISTE ?

DÉLOGÉS, DÉLOGEURS ENSEMBLE : LA MANIF DE LA HONTE

Hier, les canailles socialistes, par la voix d'élus jamais démentis, approuvaient les expulsions de squatters ou suggéraient que le Comité des mal-logés était manipulé par Action directe. Aujourd'hui, grâce au sens du compromis d'une partie du Comité des mal-logés (la tendance Bobar-Assoupline) délogeurs et délogés défilent ensemble. **Victoire!**
Mitterrand, l'homme qui voit loin jusqu'aux élections, a décidé de faire du social, et ses sous-fifres obéissants nous offrent la ridicule pantomime d'un parti gouvernemental — donc principal responsable de la situation actuelle — qui défile pour réclamer un droit qu'il s'est efforcé d'ôter aux pauvres de la capitale et d'ailleurs. Un gouvernement qui a fait de la bourse son dieu et de Tapie son prophète soutient le mouvement général de l'économie qui chasse inéluctablement les pauvres de Paris, tout en préparant quelques «mesures humanitaires», destinées à isoler les plus résolus des mal-logés. Le Comité des mal-logés se sera donc battu pour illustrer une nouvelle fois la réussite de cette politique de consensus social qui consiste à faire collaborer exploiteurs et exploités pour la poursuite harmonieuse de l'exploitation. **Victoire!**

Les délogés feront tous les frais de la farce. Certains d'entre eux parviendront peut-être à redevenir des mal-logés, exilés dans les cités-dortoirs de quelque lointaine banlieue, mais ils auront perdu en chemin ce qu'ils avaient gagné de plus riche, qui en faisait nos frères : le désir de résistance aux ordres de l'économie, et cette communauté de lutte qui fut leur arme principale. Ils paieront cher d'avoir placé tous leurs espoirs dans les manœuvres de responsables gouvernementaux, de bureaucrates de de l'administration et autres représentants du peuple. Ils paieront cher de s'être abandonnés à la logique de la charité, qui consiste à aider ceux qui vivent une situation insupportable à la supporter. L'homme charitable aime le pauvre en tant que pauvre, c'est pourquoi il l'aide à rester pauvre. Du moins les délogés auront-ils à leur tour aidé l'abbé Pierre à franchir un nouveau degré vers la sainteté, comme ils auront permis au célèbre organisateur de spectacle Harlem D. de se faire photographier sur «le terrain». **Victoire!**

Encore quelques victoires comme celles-là, camarades, et la honte sera si honteuse que les plus distraits la sentiront passer.

Le Comité pour l'occupation du 10, rue de Solférino.
16 juin 1990.

SANS COMMENTAIRE

Rencontre Walesa—Jaruzelski, le 18 avril 1989.

ENTRÉE DES CLOWNS

Jusqu'où iront-ils donc ? Telle est la question que suscite une récente brochure intitulée Solidar-Noske *-- titre* "explicite", *selon ses auteurs, qui rappellent brièvement, à l'intention des plus analphabètes de leurs lecteurs, la carrière du* "chien sanglant". *Ce chef-d'oeuvre de la pensée lyophilisée est le numéro 1 de* l'Insécurité sociale, *publication produite par* "l'imprimerie spéciale de l'I.S.". *Cette I.S.-là, qui se signale par une audace et une lucidité sans égales, nous livre à propos de la révolution polonaise des révélations fulgurantes :* "... les avancées du mouvement se sont faites contre (*Solidarité*) et les reculs organisés par lui. (...) Les grévistes, malgré leur mobilisation exceptionnelle, leur pression constante sur l'économie nationale, ne sont jamais parvenus, et cela à un niveau massif (*sic*), à dépasser le carcan de la revendication et de l'isolement national. L'émergence de Solidarnosc, au-delà des manoeuvres des intellectuels libéraux ou d'individus tels que Walesa ayant fait leur classe (*sic*) de bureaucrate dans les syndicats officiels, est le reflet de ces faiblesses et illusions. (...) Cette tendance à l'hésitation, à l'"attentisme", est le reflet d'un manque de maturation de la conscience de classe."

Aux yeux des directeurs de conscience de classe de la néo-I.S., rien de ce qui a été accompli par Solidarité sous la férule de personnages aussi répugnants que "Lech (cul) Walesa" *ne saurait trouver grâce, chacune de ses initiatives étant motivée exclusivement par sa collusion avec le pouvoir stalinien; ainsi, en octobre 1981, au moment des grèves sauvages et des "grèves d'avertissement",* "le gouvernement sincèrement indigné proteste, parle de s'opposer au scénario syndical (histoire de le doper d'intentions radicales) qui, même illusoire, met en scène le cauchemar de ses nuits : le sabotage des accords de Gdansk". *Et même les porte-parole du mouvement les plus "radicaux" -- faussement radicaux mais véritablement traîtres -- ne sont en fait que d'habiles artisans de la réconciliation nationale :* "Jan Rulewski ne fait rien d'autre que de poser en perspective la question d'élections libres et de formes gouvernementales de transition permettant de rétablir la confiance brisée entre les gouvernants et le prolétariat."

Ces prolétaires sont décidément d'une stupidité décourageante, et il faut tout leur apprendre, même à mourir : "Cette fois les ouvriers polonais s'enferment chez eux, après qu'ils se soient (*sic*) enfermés l'été dans leurs usines. La prochaine fois leur conseillera-t-on, pour éviter "les provocations", ou pour célébrer "leur intelligence de la situation", de s'enfermer dans leurs placards, ou mieux encore de se déguiser en courant d'air ?"*L'alternative est pourtant bien simple :* "Soit le prolétariat fera un saut qualitatif vers d'autres formes organisationnelles en allant toujours plus loin dans le renversement des conditions existantes (Solidarnosc étant lié à une phase d'échecs et de renoncements), soit il continuera à s'en remettre à un Walesa tout auréolé par son séjour confortable dans les "villas" staliniennes."

Eblouis par l'élégance et la profondeur de cette intervention, belle comme le persil dans les narines d'un veau français, nous risquerons seulement une suggestion : il est certain que le saut qualitatif tant espéré se produirait sans tarder si les vaillantes cohortes de l'Insécurité sociale, *armées de leur science de la révolution et de leurs crocs à merdre, qu'elles manient avec autant d'ardeur que de dextérité, se mettaient en marche vers Gdansk afin de régler une fois pour toutes la question sociale; les bureaucrates du monde entier sauraient alors que leur dernière heure a sonné.*

Extrait de l'Assommoir Numéro 5, 2ème trimestre 1982

LE BRISE-GLACE
Responsable de la publication : S. Quadruppani
Correspondance : BP 214 75623 Paris Cedex 13

Délogés, délogeurs ensemble :
la manif de la honte